



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Έν Αθήναις τῇ 26. Αὐγούστου 1921

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Ἀριθμὸς φύλλου 184

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νόμοι

Νέμος 2703 περὶ κυρώσεως τοῦ Ὁργανισμοῦ τοῦ Διαρκοῦς
Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης..... 1

Βασιλικά διατάγματα

Περὶ ὀργανισμοῦ τῶν Δημοσίων Ἑμπορικῶν Σχολῶν..... 2
Περὶ προπαιδεύσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ περὶ ἐμπορίας τῶν
χημικῶν λιπασμάτων Β, διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου
1915 3

ΝΟΜΟΙ

Περὶ κυρώσεως τοῦ Ὁργανισμοῦ τοῦ Διαρκοῦς Δικαστηρίου
Διεθνούς Δικαιοσύνης.

Νόμος 2703

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐφιστάμενι δημοφώνως μετὰ τῆς Ἰ' ἐν Αθήναις Ἑθνικῆς
Συνελεύσεως, ἀπεφασίσαντες καὶ διατάσσοντες

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται τὸ ἀπὸ 16 Δεκεμβρίου 1920 πρωτοτύπου

STATUT

DE LA

COUR PERMANENTE DE JUSTICE

INTERNATIONALE

Visé par

L'Article 14 du Pacte de la Société des Nations

Article 1.

Indépendamment de la Cour d'Arbitrage, organisée par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 et des Tribunaux spéciaux d'Arbitres, auxquels les Etats demeurent toujours libres de confier la solution de leurs différends, il est institué, conformément à l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, une Cour Permanente de Justice Internationale.

CHAPITRE PREMIER

Organisation de la Cour

Article 2.

La Cour Permanente de Justice Internationale est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

Article 3.

La Cour se compose de quinze membres: onze juges titulaires et quatre juges suppléants. Le nombre des juges titulaires et des juges suppléants peut être éventuellement augmenté par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concu-

rément de la Cour, par décision prise à la majorité des deux tiers des membres de la Cour, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concurrence de quatre juges suppléants. Les juges titulaires et les juges suppléants sont élus pour une durée de neuf ans, renouvelables une fois. Les juges titulaires et les juges suppléants sont élus par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concurrence de quatre juges suppléants. Les juges titulaires et les juges suppléants sont élus pour une durée de neuf ans, renouvelables une fois. Les juges titulaires et les juges suppléants sont élus par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concurrence de quatre juges suppléants.

STATUTE

FOR

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL
JUSTICE

Provided for by Article 14 of the Covenant of the
League of Nations.

Article 1.

A Permanent Court of International Justice is hereby established, in accordance with article 14 of the Covenant of the League of Nations. This Court shall be in addition to the Court of Arbitration organised by the Conventions of The Hague of 1899 and 1907, and to the special Tribunals of Arbitration to which States are always at liberty to submit their disputes for settlement.

CHAPTER I.

Organisation of the Court.

Article 2.

The Permanent Court of International Justice shall be composed of a body of independent judges, elected regardless of their nationality from amongst persons of high moral character, who possess the qualifications required in their respective countries for appointment to the highest judicial offices, or are jurisconsults of recognised competence in international law.

Article 3.

The Court shall consist of fifteen members: eleven judges and four deputy-judges. The number of judges and deputy-judges may hereafter be increased by the Assembly, upon the proposal of the Coun-

rence de quinze juges titulaires et de six juges suppléants.

Article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux désignés à cet effet par leurs Gouvernements dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 5.

Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire Général de la Société des Nations invite par écrit les Membres de la Cour d'Arbitrage appartenant aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte ou entrés ultérieurement dans la Société des Nations, ainsi que les personnes désignées conformément à l'alinéa 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé par groupes nationaux à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de Membre de la Cour.

Chaque groupe ne peut, en aucun cas, présenter plus de quatre personnes, dont deux au plus de sa nationalité. En aucun cas, il ne peut être présenté un nombre de candidats plus élevé que le double des places à remplir.

Article 6.

Avant de procéder à cette désignation, il est recommandé à chaque groupe national de consulter la plus haute Cour de Justice, les Facultés et Ecoles de Droit, les Académies nationales et les sections nationales d'Académies internationales, vouées à l'étude du droit.

Article 7.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations, dresse par ordre alphabétique, une liste de toutes les personnes ainsi désignées: seules ces personnes sont éligibles, sauf le cas prévu à l'article 12, paragraphe 2.

Le Secrétaire Général communique cette liste à l'Assemblée et au Conseil.

Article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'une de l'autre, à l'élection, d'abord des juges titulaires, ensuite des juges suppléants.

Article 9.

Dans toute élection, les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Cour, non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

Article 10.

Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée et dans le Conseil.

of the League of Nations, to a total of fifteen judges and six deputy-judges.

Article 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration, in accordance with the following provisions.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention of The Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

Article 5.

At least three months before the date of the election, the Secretary-General of the League of Nations shall address a written request to the Members of the Court of Arbitration belonging to the States mentioned in the Annex to the Covenant or to the States which join the League subsequently, and to the persons appointed under paragraph 2 of Article 4, inviting them to undertake, within a given time, by national groups, the nomination of persons in a position to accept the duties of a member of the Court.

No group may nominate more than four persons, not more than two of whom shall be of their own nationality. In no case must the number of candidates nominated be more than double the number of seats to be filled.

Article 6.

Before making these nominations, each national group is recommended to consult its Highest Court of Justice, its Legal Faculties and Schools of Law, and its National Academies and national sections of International Academies devoted to the study of Law.

Article 7.

The Secretary-General of the League of Nations shall prepare a list in alphabetical order of all the persons thus nominated. Save as provided in Article 12, paragraph 2, these shall be the only persons eligible for appointment.

The Secretary-General shall submit this list to the Assembly and to the Council.

Article 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect, firstly the judges, then the deputy-judges.

Article 9.

At every election, the electors shall bear in mind that not only should all the persons appointed as members of the Court possess the qualifications required, but the whole body also should represent the main forms of civilisation and the principal legal systems of the world.

Article 10.

Those candidates who obtain an absolute majority of votes in the Assembly and in the Council shall be considered as elected.

Au cas où le double scrutin de l'Assemblée et du Conseil se porterait sur plus d'un ressortissant du même Membre de la Société des Nations, le plus âgé est seul élu.

Article 11.

Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé, de la même manière, à une seconde élection et, s'il est nécessaire, à une troisième.

Article 12.

Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être à tout moment formé sur la demande, soit de l'Assemblée, soit du Conseil, une Commission médiatrice de six membres, nommés trois par l'Assemblée, trois par le Conseil, en vue de choisir pour chaque siège non pourvu un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée et du Conseil.

Peuvent être portées sur cette liste, à l'unanimité, toutes personnes satisfaisant aux conditions requises, alors même qu'elles n'auraient pas figuré sur la liste de présentation visée aux articles 4 et 5.

Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut réussir à assurer l'élection, les membres de la Cour déjà nommés pourvoient aux sièges vacants, dans un délai à fixer par le Conseil, en choisissant parmi les personnes qui ont obtenu des suffrages soit dans l'Assemblée, soit dans le Conseil.

Si parmi les juges il y a partage égal des voix, la voix du juge le plus âgé l'emporte.

Article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement.

Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dans ils sont déjà saisis.

Article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection. Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Article 15.

Les juges suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau.

Le tableau est dressé par la Cour en tenant compte d'abord de la priorité d'élection et ensuite de l'ancienneté d'âge.

Article 16.

Les Membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative. Cette disposition ne s'applique pas aux juges suppléants en dehors de l'exercice de leurs fonctions près de la Cour.

En cas de doute, la Cour décide.

Article 17.

Les Membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans au-

In the event of more than one national of the same Member of the League being elected by the votes of both the Assembly and the Council, the eldest of these only shall be considered as elected.

Article 11.

If, after the first meeting held for the purpose of the election, one or more seats remain to be filled, a second and if necessary, a third meeting shall take place.

Article 12.

If, after the third meeting, one seats still remain unfilled, a joint conference consisting of six members, three appointed by the Assembly and three by the Council, may be formed, at any time, at the request of either the Assembly or the Council, for the purpose of choosing one name for each seat still vacant, to submit to the Assembly and the Council for their respective acceptance.

If the Conference is unanimously agreed upon any person who fulfils the required conditions, he may be included in its list even though he was not included in the list of nominations referred to in Articles 4 and 5.

If the joint conference is satisfied that it will not be successful in procuring an election, those members of the Court who have already been appointed shall, within a period to be fixed by the Council, proceed to fill the vacant seats by selection from amongst those candidates who have obtained votes either in the Assembly or in the Council.

In the event of an equality of votes amongst the judges, the eldest judge shall have a casting vote.

Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

Article 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election. A member of the Court elected to replace a member whose period of appointment had not expired will hold the appointment for the remainder of his predecessor's term.

Article 15.

Deputy-judges shall be called upon to sit in the order laid down in a list.

This list shall be prepared by the Court and shall have regard firstly to priority of election and secondly to age.

Article 16.

The ordinary Members of the Court may not exercise any political or administrative function. This provision does not apply to the Deputy Judges except when performing their duties on the Court.

Any doubt on this is settled by the decision of the Court.

Article 17.

No Member of the Court can act as agent, counsel or advocate in any case of an international nature,

cune affaire d'ordre international. Cette disposition ne s'applique aux juges suppléants qu'en ce qui concerne les affaires pour lesquelles ils sont appelés à exercer leurs fonctions près de la Cour.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

Article 18.

Les membres de la Cour ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres membres, ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations en est officiellement informé par le Greffier.

Cette communication emporte vacance de siège.

Article 19.

Les membres de la Cour jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

Article 20.

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre engagement solennel d'exercer ses attributions en impartialité et en toute conscience.

Article 21.

La Cour élit, pour trois ans, son Président et son Vice-Président; ils sont rééligibles.

Elle nomme son Greffier.

La fonction de Greffier de la Cour n'est pas incompatible avec celle de Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Article 22.

Le siège de la Cour est fixé à La Haye.

Le Président et le Greffier résident au siège de la Cour.

Article 23.

La Cour tient une session chaque année.

Sauf disposition contraire du règlement de la Cour cette session commence le 15 juin, et continue tant que le rôle n'est pas épuisé.

Le Président convoque la Cour en session extraordinaire quand les circonstances l'exigent.

Article 24.

Si pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime devoir ne pas participer au jugement d'une affaire déterminée, il en fait part au Président.

Si le Président estime qu'un des membres de la Cour ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit celui-ci.

Si, en pareils cas, le membre de la Cour et le Président sont en désaccord, la Cour décide.

Article 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Si la présence de onze juges titulaires n'est pas

This provision only applies to the deputy-judges as regards cases in which they are called upon to exercise their functions on the Court.

No Member may participate in the decision of any case in which he has previously taken an active part, as agent, counsel or advocate for one of the contesting parties, or as a Member of a national or international Court, or of a Commission of enquiry, or in any other capacity.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

Article 18.

A member of the Court cannot be dismissed unless, in the unanimous opinion of the other members, he has ceased to fulfil the required conditions.

Formal notification thereof shall be made to the Secretary-General of the League of Nations, by the Registrar.

This notification makes the place vacant.

Article 19.

The Members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities.

Article 20.

Every member of the Court shall, before taking up his duties, make a solemn declaration in open Court that he will exercise his powers impartially and conscientiously.

Article 21.

The Court shall elect its President and Vice-President for three years; they may be re-elected.

It shall appoint its Registrar.

The duties of Registrar of the Court shall not be deemed incompatible with those of Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration.

Article 22.

The seat of the Court shall be established at The Hague.

The President and Registrar shall reside at the seat of the Court.

Article 23.

A session of the Court shall be held every year.

Unless otherwise provided by rules of Court, this session shall begin on the 15th of June, and shall continue for so long as may be deemed necessary to finish the cases on the list.

The President may summon an extraordinary session of the Court whenever necessary.

Article 24.

If, for some special reason, a member of the Court considers that he should not take part in the decision of a particular case, he shall so inform the President.

If the President considers that for some special reason one of the members of the Court should not sit on a particular case, he shall give him notice accordingly.

If in any such case the member of the Court and the President disagree, the matter shall be settled by the decision of the Court.

Article 25.

The full Court shall sit except when it is expressly provided otherwise.

If eleven judges cannot be present, the number

assurée, ce nombre est parfait par l'entrée en fonction des juges suppléants.

Toutefois, si onze juges ne sont pas disponibles, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

Article 26.

Pour les affaires concernant le Travail et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres Traités de Paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Dans tous les cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'alinéa précédent, le Président priera un autre juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d'Assesseurs pour litiges de travail, composée de noms présentés à raison de deux par chaque membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres Traités de Paix.

Dans les affaires concernant le Travail, le Bureau International du Travail aura la faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

Article 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (ports, voies d'eau, voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres Traités de Paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'alinéa précédent, le Président priera un autre

shall be made up by calling on deputy-judges to sit

If, however, eleven judges are not available, a quorum of nine judges shall suffice to constitute the Court.

Article 26.

Labour cases, particularly cases referred to in Part XIII (Labour) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

The Court will appoint every three years a special chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this chamber. In the absence of any such demand, the Court will sit with the number of judges provided for in Article 25. On all occasions the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote, and chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests.

If there is a national of one only of the parties sitting as a judge in the chamber referred to in the preceding paragraph, the President will invite one of the other judges to retire in favour of a judge chosen by the other party in accordance with Article 31.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of «Assessors for Labour cases» composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations and an equivalent number nominated by the Governing Body of the Labour Office. The Governing Body will nominate, as to one half, representatives of the workers, and as to one half, representatives of employers from the list referred to in Article 412 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

In Labour cases the International Labour Office shall be at liberty to furnish the Court with all relevant information, and for this purpose the Director of that Office shall receive copies of all the written proceedings.

Article 27.

Cases relating to transit and communications, particularly cases referred to in Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

The Court will appoint every three years a special chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this chamber. In the absence of any such demand, the Court will sit with the number of judges provided for in Article 25. When desired by the parties or decided by the Court, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote.

If there is a national of one only of the parties sitting as a judge in the chamber referred to in the preceding paragraph, the President will invite one of the other

juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste «d'Assesseurs pour litiges de transit et de communications», composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

Article 28.

Les chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 peuvent, avec le consentement des parties en cause, siéger ailleurs qu'à La Haye.

Article 29.

En vue de la prompté expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de trois juges, appelée à statuer en procédure sommaire, lorsque les parties le demandent.

Article 30.

La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment la procédure sommaire.

Article 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une seule des parties, l'autre partie peut désigner pour siéger un juge suppléant s'il s'en trouve un de sa nationalité. S'il n'en existe pas elle peut choisir un juge, pris de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation ou au choix d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions qui précèdent que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés ou choisis, comme il est aux paragraphes 2 et 3 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles, 2, 16, 17, 20, 24 du présent acte. Ils statuent sur un pied d'égalité avec leurs collègues.

Article 32.

Les juges titulaires reçoivent une indemnité annuelle à fixer par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Cette indemnité ne peut être diminuée pendant la durée des fonctions du juge.

Le Président reçoit une indemnité spéciale déterminée de la même manière pour la durée de ses fonctions.

Le Vice-Président, les juges suppléants reçoivent dans l'exercice de leurs fonctions une indemnité à fixer de la même manière.

Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour reçoivent le remboursement des frais de voyages nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions.

Les indemnités dues aux juges désignés ou choisis conformément à l'article 31 sont réglées de la même manière.

judges to retire in favour of a judge chosen by the other party in accordance with Article 31.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of »Assessors for Transit and Communications cases» composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations.

Article 28.

The special chambers provided for in Articles 26 and 27 may, with the consent of the dispute, sit elsewhere than at The Hague.

Article 29.

With a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of three judges who, at the request of the contesting parties, may hear and determine cases by summary procedure.

Article 30.

The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular, it shall lay down rules for summary procedure.

Article 31.

Judges of the nationality of each contesting party shall retain their right to sit in the case before the Court.

If the Court includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties only, the other party may select from among the deputy-judges a judge of its nationality, if there be one. If there should not be one, the party may choose a judge, preferably from among those persons who have been nominated as candidates as provided in Articles 4 and 5.

If the Court includes upon the Bench no judge of the nationality of the contesting parties, each of these may proceed to select or choose a judge as provided in the preceding paragraph.

Should there be several parties in the same interests they shall, for the purpose of the preceding provisions, be reckoned as one party only. Any doubt upon this point is settled by the decision of the Court.

Judges selected or chosen as laid down in paragraphs 2 and 3 of this Article shall fulfil the conditions required by Articles 2, 16, 17, 20-24 of this Statute. They shall take part in the decision on equal footing with their colleagues.

Article 32.

The judges shall receive an annual indemnity to be determined by the Assembly of the League of Nations upon the Council. This indemnity must not be decreased during the period of a judge's appointment.

The President shall receive a special grant for period of office, to be fixed in the same way.

The Vice-President, judges and deputy-judges, shall receive a grant for the actual performance of their duties, to be fixed in the same way.

Travelling expenses incurred in the performance of their duties shall be refunded to judges and deputy-judges who do not reside at seat of the Court.

Grants due to judges selected or chosen as provided in Article 31 shall be determined in the same way.

Le traitement du Greffier est fixé par le Conseil sur la proposition de la Cour.

L'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil, adoptera un règlement spécial fixant les conditions sous lesquelles des pensions seront allouées au personnel de la Cour.

Article 33.

Les frais de la Cour sont supportées par la Société des Nations de la manière que l'Assemblée décide sur la proposition du Conseil.

CHAPITRE II

Compétence de la Cour.

Article 34.

Seuls les Etats ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour.

Article 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour, que cette partie devra supporter.

Article 36.

La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Les Membres de la Société et Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet:

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou Etats, ou pour un délai déterminé.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 37.

Lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction.

Article 38.

La Cour applique:

1. Les conventions internationales, soit géné-

The salary of the Registrar shall be decided by the Council upon the proposal of the Court.

The Assembly of the League of Nations shall lay down, on the proposal of the Council, a special regulation fixing the conditions under which retiring pensions may be given to the personnel of the Court.

Article 33.

The expenses of the Court shall be borne by the League of Nations, in such a manner as shall be decided by the Assembly upon the proposal of the Council.

CHAPTER II.

Competence of the Court.

Article 34.

Only States or Members of the League of Nations can be parties in cases before the Court.

Article 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a State which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court.

Article 36.

The jurisdiction of the Court comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in Treaties and Conventions in force.

The Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant may, either when signing or ratifying the protocol to which the present Statute is adjoined, or at a later moment, declare that they recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, to jurisdiction of the Court in all or any of the classes of legal disputes concerning:

- (a) The interpretation of a Treaty.
- (b) Any question of International Law.
- (c) The existence of any fact which, if established would constitute a breach of an international obligation.
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

The declaration referred to above may be made unconditionally or on condition of reciprocity on the part of several or certain Members or States, or for a certain time.

In the event of a dispute as to whether the Court has jurisdiction, the matter shall be settled by the decision of the Court.

Article 37.

When a treaty or convention in force provides for the reference of a matter to a tribunal to be instituted by the League of Nations, the Court will be such tribunal.

Article 38.

The Court shall apply:

1. International conventions, whether general or

rales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige;

2. La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit;

3. Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées;

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer ex aequo et bono.

CHAPTER III.

Procédure.

Article 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

À défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la requête des parties, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire Général.

Article 41.

La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil.

Article 42.

Les parties sont représentées par des agents.

Elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats.

Article 43.

La procédure a deux phases: l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication à juge et à partie des mémoires; des contre-mémoires, et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toute pièce et document à l'appui.

La communication se fait par l'entremise du Greffe dans l'ordre et les délais déterminés par la Cour.

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre en copie certifiée conforme.

particular, establishing rules expressly recognised by the contesting States;

2. International custom, as evidence of a general practice accepted as law;

3. The general principles of law recognised by civilised nations;

4. Subject to the provisions of Article 59, judicial decisions and the teachings of the most highly qualified publicists of the various nations, as subsidiary means for the determination of rules of law.

This provision shall not prejudice the power of the Court to decide a case ex aequo et bono, if the parties agree thereto.

CHAPTER III.

Procedure.

Article 39.

The official languages of the Court shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted in French, the judgment will be delivered in French. If the parties agree that case shall be conducted in English, the judgment will be delivered in English.

In the absence of an agreement as to which language which it prefers, the decision of the Court will be given in French and English. In this case the Court will at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

The Court may, at the request of the parties, authorize a language other than French or English to be used

Article 40.

Cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement, or by a written application addressed to the Registrar. In either case the subject of the dispute and the contesting parties must be indicated.

The Registrar shall forthwith communicate the application to all concerned.

He shall also notify the Members of the League of Nations through the Secretary-General.

Article 41.

The Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to reserve the respective rights of either party.

Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and the Council.

Article 42.

The parties shall be represented by Agents.

They may have the assistance of Counsel or Advocates before the Court.

Article 43.

The procedure shall consist of two parts: written and oral.

The written proceedings shall consist of the communication to the judges and to the parties of cases, counter-cases and, if necessary, replies; also all papers and documents in support.

These communication shall be made through the Registrar, in the order and within the time fixed by the Court.

A certified copy of every document produced by one party shall be communicated to the other party.

La procédure orale consiste dans l'audition par la Cour des témoins, experts, agents, conseils et avocats.

Article 44.

Pour toute notification à faire à d'autres personnes que les agents, conseils et avocats, la Cour s'adresse directement au Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel la notification doit produire effet.

Il en est de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Article 45.

Les débats sont dirigés par le Président et à défaut de celui-ci par le Vice-Président; en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges présents.

Article 46.

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

Article 47.

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le Greffier et le Président.

Ce procès-verbal a seul caractère authentique.

Article 48.

La Cour rend des ordonnances pour la direction du procès, la détermination des formes et délais dans lesquels chaque partie doit finalement conclure; elle prend toutes les mesures que comporte l'administration des preuves.

Article 49.

La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.

Article 50.

A tout moment, la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

Article 51.

Au cours des débats, toutes questions utiles sont posées aux témoins et experts dans les conditions que fixera la Cour dans le règlement visé à l'article 30.

Article 52.

Après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre.

Article 53.

Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

Article 54.

Quand les agents, avocats et conseils ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats.

The oral proceedings shall consist of the hearing by the Court of witnesses, experts, agents, counsel and advocates.

Article 44.

For the service of all notices upon persons other than the agents, counsel and advocates, the Court shall apply direct to the Government of the State upon whose territory the notice has to be served.

The same provision shall apply whenever steps are to be taken to procure evidence on the spot.

Article 45.

The hearing shall be under the control of the President or, in his absence, of the Vice-President; if both are absent, the senior judge shall preside.

Article 46.

The hearing in Court shall be public, unless the Court shall decide otherwise, or unless the parties demand that the public be not admitted.

Article 47.

Minutes shall be made at each hearing, and signed by the Registrar and the President.

These minutes shall be the only authentic record.

Article 48.

The Court shall make orders for the conduct of the case, shall decide the form and time in which each party must conclude its arguments, and make all arrangements connected with the taking of evidence.

Article 49.

The Court may, even before the hearing begins, call upon the agents to produce any document, or to supply any explanations. Formal note shall be taken of any refusal.

Article 50.

The Court may, at any time, entrust any individual, body, bureau, commission or other organisation that it may select, with the task of carrying out an enquiry or giving an expert opinion.

Article 51.

During the hearing any relevant questions are to be put to the witnesses and experts under the conditions laid down by the Court in the rules of procedure referred to in Article 30.

Article 52.

After the Court has received the proofs and evidence within the time specified for the purpose, it may refuse to accept any further oral or written evidence that one party may desire to present unless the other side consents.

Article 53.

Whenever one of the parties shall not appear before the Court, or shall fail to defend his case, the other party may call upon the Court to decide in favour of his claim.

The Court must, before doing so, satisfy itself, not only that it has jurisdiction in accordance with 36 and 37 but also that the claim is well founded in fact and law.

Article 54.

When, subject to the control of the Court, the agents, advocates and counsel have completed their presentation of the case, the President shall declare the hearing closed.

La Cour se retire en chambre du Conseil pour délibérer.

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Article 55.

Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents.

En cas de partage des voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

Article 56.

L'arrêt est motivé.

Il mentionne les noms des juges qui y ont pris part.

Article 57.

Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle.

Article 58.

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier. Il est lu en séance publique, les agents dûment prévenus.

Article 59.

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

Article 60.

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

Article 61.

La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'à raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, desat part faute à l'ignorer.

La procédure de revision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.

La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

Aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Article 62.

Lorsqu'un Etat estime que dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.

La Cour décide.

Article 63.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffe les avertit sans délai.

Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès, et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard.

The Court shall withdraw to consider the judgment. The deliberations of the Court shall take place in private and remain secret.

Article 55.

All questions shall be decided by a majority of the judges present at the hearing.

In the event of an equality of votes, the President or his deputy shall have a casting vote.

Article 56.

The judgment shall state the reasons on which it is based.

It shall contain the names of the judges who have taken part in the decision.

Article 57.

If the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion.

Article 58.

The judgment shall be signed by the President and by the Registrar. It shall be read in Court, due notice having been given to the agents.

Article 59.

The decision of the Court has no binding force except between the parties and in respect of that particular case.

Article 60.

The judgment is final and without appeal. In the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party.

Article 61.

An application for revision of a judgment can be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence.

The proceedings for revision will be opened by a judgment of the Court expressly recording the existence of the new fact, recognising that it has such a character as to lay the case open to revision, and declaring the application admissible on this ground.

The Court may require previous compliance with the terms of the judgment before it admits proceedings in revision.

The application for revision must be made at latest within six months of the discovery of the new fact.

No application for revision may be made after the lapse of ten years from the date of the sentence.

Article 62.

Should a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene as a third party.

It will be for the Court to decide upon this request.

Article 63.

Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings: but if it uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it.

Article 64.

S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Les Membres de la Société des Nations, représentés par les soussignés dûment autorisés, déclarent reconnaître le statut ci-joint de la Cour permanente de Justice Internationale de la Société des Nations, approuvé par la vote unanime de l'Assemblée de la Société, en date à Genève, du 13 Décembre 1920.

En conséquence, ils déclarent accepter la juridiction de la Cour dans les termes et conditions prévus dans le Statut ci-dessus visé.

Le présent Protocole, dressé, conformément à la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 13 décembre 1920, sera ratifié. Chaque puissance adressera sa ratification au Secrétaire Général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Secrétaire de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Etats visés à l'Annexe du pacte de la Société.

Le Statut de la Cour entrera en vigueur ainsi qu'il est prévu par ladite décision.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront foi.

Le 16 Décembre 1920.

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ
ΤΟΥ ΔΙΑΡΚΟΥΣ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟΥ
ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

Προβλεπόμενος υπό του 14ου άρθρου του Συμφώνου της Κοινωνίας των Έθνών.

"Άρθρον 1.

Ἀνεξαρτήτως του Δικαστηρίου Δικαστηρίου, του καθορισθέντος υπό των συμβάσεων της Χάγης του 1899 και 1907, και των ειδικών Δικαστηρίων Δικαστηρίων εις 2 μένουν πάντοτε τὰ Κράτη ελεύθερα νὰ ἐμπιστευθῶσι τὴν λύσιν των διαφορῶν αὐτῶν, ἰδρύεται συμφωνίας τὸς ἄρθρῳ 14ῳ τοῦ Συμφώνου της Κοινωνίας των Ἐθνῶν Διὰρκές Δικαστήριον Διεθνούς Δικαιοσύνης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

"Οργάνωσις του Δικαστηρίου.

"Άρθρον 2.

Τὸ Διὰρκές Δικαστήριον Διεθνούς Δικαιοσύνης εἶναι σῶμα δικαστῶν ἀνεξαρτήτων, ἐλεγχομένων, ἀδικρίτως τῆς αὐτῶν ἐθνικότητος, μεταξύ προσώπων ἀπολαύοντων ὁλίστης ἡθικῆς ὑπολήψεως καὶ συννοούντων τὸς ἀπαιτούμενους ὁρους πρὸς ἀνάσκησιν ἐν ταῖς οὐκείαις αὐτῶν χώρας των ἀνωτάτων δικαστικῶν λειτουργημάτων, ἡ νομομαθῶν, κεκτημένων γενικὴν ἐννοουμένην ἀρμοδιότητα ἐπὶ των θεμάτων του διεθνούς δικαίου.

"Άρθρον 3.

Τὸ Δικαστήριον ἀπαρτίζεται ἐκ δέκα πέντε μελῶν, ἑνδεκα τακτικῶν δικαστῶν καὶ τεσσάρων ἀναπληρωματικῶν. Ὁ ἀριθμὸς τῶν τακτικῶν καὶ ἀναπληρωματικῶν δικαστῶν δύνανται ν' αὐξηθῇ ἐνδεχομένως ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῆς πρώτης του Συμβουλίου της Κοινωνίας των Ἐθνῶν, μέχρι δεκαπέντε τακτικῶν δικαστῶν καὶ ἑξ ἀναπληρωματικῶν.

Article 64.

Unless otherwise decided by the Court, each party shall bear its own costs.

PROTOCOL OF SIGNATURE

The Members of the League of Nations, through the undersigned, duly authorised, declare their acceptance of the adjoined Statute of the Permanent Court of International Justice, which was approved by a unanimous vote of the Assembly of the League on the 13th December, 1920, at Geneva.

Consequently, they hereby declare that they accept the jurisdiction of the Court in accordance with the terms and subject to the conditions of the above-mentioned Statute.

The present Protocol, which has been drawn up in accordance with the decision taken by the Assembly of the League of Nations on the 13th December, 1920, is subject to ratification. Each Power shall send its ratification to the Secretary - General of the League of Nations; the latter shall take the necessary steps to notify such ratification to the other signatory Powers. The ratification shall be deposited in archives of the League of Nations.

The said Protocol shall remain open for signature by the Members of the League of Nations and by the States mentioned in the Annex to the Covenant of the League.

The Statute of the Court shall come into force as provided in the above-mentioned decision.

Executed at Geneva, in a single copy, the French and English texts of which shall both be authentic.

16th December 1920.

"Άρθρον 4.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἐκλέγονται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου, ἐκ κατάλογου προσώπων προτεινομένων παρὰ των ἐθνικῶν ὑμᾶδων τοῦ Δικαστηρίου Δικαστηρίου, συμφωνίας πρὸς τὰς ἀπολυτοὺς διατάξεις.

Προκειμένου περὶ των μελῶν τῆς Κοινωνίας, ἅπανα δὲν ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὸ Δικαστήριον Δικαστήριον, οἱ κατάλογοι των υποψηρίων θέλουν ὑποβληθῇ ὑπὸ των ἐθνικῶν ὑμᾶδων, ἐπὶ ταῦτα παρὰ των Κυβερνήσεων αὐτῶν ὀριζομένων, ἐπὶ τοῖς αὐτοῖς ὁροις, τοῖς καθωρισμένοις διὰ τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου Δικαστηρίου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 44 τῆς συμβάσεως της Χάγης τοῦ 1907 περὶ τοῦ εἰρηκτικοῦ δικαιονομισμοῦ των διεθνῶν συρράξεων.

"Άρθρον 5.

Τρεῖς τοῦλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐκλογῆς, ὁ Γενικός Γραμματεὺς της Κοινωνίας των Ἐθνῶν προσκαλεῖ ἐγγράφως τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου Δικαστηρίου, τὰ ἀνήκοντα εἰς τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ παραρτήματι τοῦ Συμφώνου ἢ τὰ μεταγενετέρας προσχωρήσαντα εἰς τὴν Κοινωνίαν των Ἐθνῶν ὡς καὶ τὰ πρόσωπα τὰ ὀρισθέντα συνῶδ τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 4, νὰ προβῶν ἐντὸς ὁρισμένης προθεσμίας, κατ' ἐθνικὰς ὑμᾶδας, εἰς τὴν ὑπόδειξιν των προσώπων των δυναμένων νὰ ἐκπληρώσῃσι τὸ λειτουργημα μέλους τοῦ Δικαστηρίου.

Ἐν ὁδμητῇ περιπτώσει δύνανται ἐκάστη ὑμᾶς νὰ ὑποδείξῃ πλεονα τὸν τεσσάρων προσώπων, ἑξ ὧν δύο τὸ πολὺ της ἰδίας αὐτῆς ἐθνικότητος. Ἐν ὁδμητῇ περιπτώσει δύνανται νὰ ὑποβληθῇ ἀριθμὸς υποψηρίων, υπερβαίνων το διπλάσιον των πληρωτέων θέσεων.

"Άρθρον 6.

Συνιστάται περὶ ἐκάστην ἐθνικὴν ὑμᾶδα ὅπως πρὶν ἢ πρῶτῃ εἰς τὴν ὑπόδειξιν υποψηρίων συμβουλευθῇ τὸ Ἀνώτατον Δικαστήριον, τὰ Πανεπιστήμια καὶ τὰς Νομικὰς

Σχολάς, τὰς Ἑθνικὰς Ἀκαδημίας καὶ τὰ ἐθνικὰ τμήματα τῶν Διεθνῶν Ἀκαδημιῶν τοῦ Δικαίου.

Ἄρθρον 7.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν καταρτίζει, κατ' ἀναγκαστικὴν τάξιν, κατάλογον πάντων τῶν οὐστὰς ὑποδεικνύοντων προσώπων. Μόνον τὰ πρόσωπα ταῦτα εἶναι ἐκλεγμένα, ἐξαιρέτως τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 παραγράφου 2.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὸν κατάλογον τοῦτον εἰς τε τὴν Συνέλευσιν καὶ τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Συνέλευσις καὶ τὸ Συμβούλιον προβαίνειν ἀνεξαρτήτως ἀλλήλων εἰς τὴν ἐκλογὴν, πρῶτον τῶν τακτικῶν δικαστῶν, ἀκολούθως δὲ τῶν ἀναπληρωματικῶν.

Ἄρθρον 9.

Κατὰ πᾶσαν ἐκλογὴν οἱ ἐκλογεῖς δεῶν νὰ ἔχωσιν ὑπ' ὄψιν ἐν τῇ πρόσωπον, τὰ καλούμενα νὰ μεταστώσιν τοῦ Δικαστηρίου, οὐ μόνον διὰ τὸν ἀριθμὸν ἐκαστοῦ ἐν αὐτοῖς τὰ ἀπαιτούμενα προσόντα, ἀλλ' ἐξασφαλίζοντες ἐν τῇ συνόλῳ τὴν ἐκπροσώπησην τῶν μεγάλων τοῦ πολιτισμοῦ μορφῶν καὶ τῶν κυριωτέρων δικαστικῶν συστημάτων τοῦ κόσμου.

Ἄρθρον 10.

Ἐκλέγονται οἱ συγκεντρούντες τὴν ἀπόλυτον πλειοψηφίαν ἐν τῇ Συνέλευσιν καὶ τῷ Συμβούλιῳ.

Ἐν ἡ περιπτώσει τοῦ διπλοῦν ψηφοδελτίου τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου περιλαμβάνουσιν περισσότερους τοῦ ἐνὸς ὑπάρχοντος τοῦ αὐτοῦ μέλους τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, ἐκλέγεται μόνον ὁ πρεσβύτερος τὴν ἡλικίαν.

Ἄρθρον 11.

Ἐάν μετὰ τὴν πρῶτην ἐκλογικὴν συνεδρίαν μείνουσιν ἀκόμη κεναὶ ἑδραὶ πρὸς συμπλήρωσιν, ἡ ἐκλογὴ ἐπαναλαμβάνεται ἐκ δευτέρου κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον, ἐν ἀνάγκῃ δὲ καὶ ἐκ τρίτου.

Ἄρθρον 12.

Ἐάν, μετὰ τὴν τρίτην ἐκλογικὴν συνεδρίαν, μείνουσιν ἀκόμη κεναὶ ἑδραὶ πρὸς πλήρωσιν, δύναται νὰ καταρτισθῇ ἐν πάσῃ στιγμῇ τῇ αἰτήσῃ εἴτε τῆς Συνελεύσεως εἴτε τοῦ Συμβουλίου ἐξαμελὴς μεσάζουσα Ἐπιτροπὴ, τῶν τριῶν αὐτῆς μελῶν ὀριζόμενων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῶν δ' ἑτέρων τριῶν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, ὅπως ἐκλέγῃ δι' ἐκαστὴν κενὴν ἑδρὰν ἓνα ὑποψήφιον, ὑποβαλλόμενον εἰς τὴν κεραιωσμένην ἐγγραψὶν τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς τὸν κατάλογον τοῦτον δύναται ν' ἀναγραφῶσιν ὁμοψήφως πάντα τὰ πληροῦντα τοὺς ἀπαιτούμενους ὁρους πρόσωπα καὶ ἐὰν ἀκόμη δὲ ᾔθελον εἶναι ἀναγεγραμμένα, ἐν τῷ καταλόγῳ τῷ προβλεπομένῳ ὑπὸ τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5.

Ἐάν ἡ μεσάζουσα Ἐπιτροπὴ ᾔθελε βεβαιωθῇ ὅτι δὲν δύναται νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκλογὴν, τὰς κενὰς ἑδρας συμπληροῦσι τὰ ᾗδη διορισθέντα μέλη τοῦ Δικαστηρίου, ἐνὸς προεδρίας, ὀριζόμενης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, ἐκλεγόντα τοὺς διορισθησόμενους ἐκ τῶν προσώπων, ἅτινα ἐγγύον τῆς οὐτε ἐν τῇ Συνέλευσιν εἴτε ἐν τῷ Συμβούλιῳ.

Ἐάν μετὰ τῶν δικαστῶν ὑπάρχῃ ἰσοψηφία, ἡ ψήφος τοῦ πρεσβυτέρου τὴν ἡλικίαν δικαστοῦ κατεγερθεῖ.

Ἄρθρον 13.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἐκλέγονται διὰ μίαν ἐννεαετίαν. Εἰσὶν ἐπαναλέξιμα. Παραμένουσιν ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι ἀντικατάστασός αὐτῶν. Μετὰ τὴν ἀντικατάστασιν ταύτην ἐξακολουθοῦσιν ἐκδιαικίζοντα τὰς ὑποθέσεις, ὧν ᾗδη ἔχουσιν ἐπιληφθῇ.

Ἄρθρον 14.

Αἱ χρεώσεαι ἑδρὰν πληροῦνται καλ' ὃν τρόπον ἐνηργήθῃ ἡ πρώτη ἐκλογὴ. Τὸ μέλος τοῦ Δικαστηρίου τὸ ἐκλεγέν ἐκ ἀντικατάστασιν ἑτέρου, οὗτινος ἡ ἐντολὴ δὲν ἔχει

εἰσέτι λήξει, συμπληροῦ τὸν χρόνον τῆς ἐντολῆς τοῦ π κατόχου αὐτοῦ.

Ἄρθρον 15.

Οἱ ἀναπληρωματικοὶ δικασταὶ καλοῦνται κατὰ τὴν τάξιν τοῦ πᾶντος.

Ὁ πᾶσις οὗτος καταρτίζεται ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου, λαμβανόμενης ὅπ' ὅλην κατὰ πρῶτον λόγον τῆς προτεραιότητος τῆς ἐκλογῆς, εἰτα δὲ τῆς καλ' ἡλικίας ἀρχαιότητος.

Ἄρθρον 16.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου δὲν δύναται ν' ἀσχῶσιν πολιτικὴν τινα ἢ διοικητικὴν ὑπηρεσίαν. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν ἀναπληρωματικῶν δικαστῶν ἐν ὅσων δὲν ἀκούσι τὴν παρὰ τῷ Δικαστηρίῳ ὑπηρεσίαν αὐτῶν.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον.

Ἄρθρον 17.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου δὲν δύναται ν' ἀσχῶσιν τὰ ἔργα πράκτορος, συμβουλίου ἢ δικηγόρου ἐπ' οὐδεμιᾷ ὑποθέσει ὥσπερ εἰς διένεξις. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται διὰ τοὺς ἀναπληρωματικούς δικαστὰς εἰμὴ μόνον ὡς πρὸς τὰς ὑποθέσεις δι' ἃς κέκληνται νὰ ἐνασχῶσιν τὰ καθήκοντα αὐτῶν παρὰ τῷ Δικαστηρίῳ.

Δὲν δύναται νὰ μεταστώσιν τοῦ δικακονομισμοῦ ὑποθέσεις, ἐπ' ἣς προηγουμένως ἔλαβον μέρος ὡς πράκτορες, σύμβουλοι ἢ δικηγόροι τοῦ ἐνὸς τῶν διαδίκων, ὡς μέλη ἐθνικῆς ἢ διεθνούς Δικαστηρίου, ἐξεταστικῆς τιнос ἐπιτροπῆς ἢ ὅπ' ὁμοθυμῆναι ᾔθελον ἰδιότῃτα. Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον.

Ἄρθρον 18.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου δὲν δύναται ν' ἀπυλῶσιν τῆς θέσεως αὐτῶν, ἐκτός ἐάν, καλ' ὁμοφρονῶν κρίσιν τῶν λοιπῶν μελῶν, ἔπαυσαν ἀνταποκρινόμενα εἰς τοὺς ἀπαιτούμενους ὁρους.

Περὶ τούτου εἰδοποιεῖται ἐπίσημος ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν παρὰ τοῦ Δικαστικοῦ Γραμματέως.

Ἡ τοιαύτη ἀνακοίνωσις συνεπάγεται χρεῖαν τῆς θέσεως.

Ἄρθρον 19.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἐν τῇ ἐνασχῶσει τῶν αὐτῶν καθήκοντων ἀπολαμβάνουσιν τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀτελειῶν.

Ἄρθρον 20.

Πᾶν μέλος τοῦ Δικαστηρίου ὀφείλει πρὶν ἢ εἰσελθῇ εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ν' ἀναλῶν ἐν δημοσίᾳ Συνεδριάσει ἐπίσημον ὑποχρεῶσιν ὅτι θέλει ἐνασχῶσθαι τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἐν πλήρει ἀμεροληρίᾳ καὶ ἐν πάσῃ συνεδίσει.

Ἄρθρον 21.

Τὸ Δικαστήριον ἐκλέγει διὰ μίαν τριετίαν τὸν πρόεδρον καὶ ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ, οἵτινες εἰσὶν ἐπαναλέξιμοι, καὶ διορίζει τὸν Δικαστικὸν αὐτοῦ Γραμματέα.

Ἡ ὑπηρεσία τοῦ Δικαστικοῦ Γραμματέως δὲν εἶναι ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Διακριτοῦς Δικητοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 22.

Ὡς ἑδρα τοῦ Δικαστηρίου ὀρίζεται ἡ Χάγη. Ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ Δικαστικὸς Γραμματεὺς ἐδρεύουσιν ἐν τῇ ἑδρᾷ τοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 23.

Τὸ Δικαστήριον συνεστίζει εἰς Σύνοδον ἀπᾶς τοῦ ἔτους. Ἡ Σύνοδος αὕτη, ἐφόσον δὲν ἀντιτίθεται διάταξις τις τοῦ κανονισμοῦ τοῦ Δικαστηρίου, ἀρχαί τῇ 15 Ἰουνίου καὶ ἐξακολουθεῖ μέχρι ἐξαντήσεως τῶν ὑποθέσεων.

Ὁ Πρόεδρος συγκληθεῖ τὸ Δικαστήριον εἰς ἑκτακτὴν Σύνοδον ὅσας αἱ περιστάσεις ᾔθελον ἀπαιτήσῃ τοῦτο.

"Άρθρον 24.

Ἐάν, ἔνεκα εἰδικῶν τινος λόγου, μέλος τι τοῦ Δικαστηρίου ᾗθελε κρίναι ὅτι δὲν δύναται νὰ συμμετάσχη εἰς τὴν ἐκδικασιν ὁρισμένης τινὸς υποθέσεως, εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὸν Πρόεδρον.

Ἐάν ὁ Πρόεδρος ᾗθελε κρίναι ἐπὶ μέλος τι τοῦ Δικαστηρίου, ἔνεκα εἰδικῶν τινος λόγου, δὲν ὀρεῖται νὰ συμμετάσχη εἰς ἐκδικασίαν ὁρισμένης τινὸς υποθέσεως, εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὸν περὶ οὗ πρόκειται μέλος.

Ἐάν, ἐν περιπτώσει τοιαύτης, τὸ μέλος τοῦ Δικαστηρίου καὶ ὁ Πρόεδρος εὐρήνται ἐν διαφωνίᾳ, ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον.

"Άρθρον 25.

Τὸ Δικαστήριον ἐναεῖται τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἐν πλήρει συνεδρίᾳ, ἐκτὸς ἐάν ὑπάρχῃ ἐξαιρετικῶς ρητὴς προβλεπόμενη.

Ἐάν δὲν ἐπιτευχθῇ ἡ παρουσία ἑνδεκα τακτικῶν δικαστικῶν λειτουργῶν, ὁ ἀριθμὸς οὗτος συμπληροῦται διὰ τῆς ἀναλήψεως υπηρεσίας ἀντιπροσωπικῶν δικαστῶν.

Ἐάν, ἐν τούτοις, δὲν ὑπάρχουν διαθέσιμα ἑνδεκα δικαστὰν, ἀριθμὸς ἑνὲα δικαστῶν ἐστὶν ἐπαρκὴς πρὸς συγκλήτησιν τοῦ Δικαστηρίου.

"Άρθρον 26.

Διὰ τὰς ἀφορμὰς εἰς τὴν ἐργασίαν ὑπαθέσας καὶ εἰδικῶς προκειμένους περὶ τῶν υποθέσεων τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ XIII μερῇ (Ἔργασία) τῆς Συνθήκης τῶν Βερσαλλίων καὶ ἐν τοῖς ἀντιστοιχοῦσι κεφαλαίοις τῶν λοιπῶν Συνθηκῶν Εἰρήνης, τὸ Δικαστήριον θέλει ἐκδικάζει κατὰ τοὺς ἀκολουθοῦντες ὅρους.

Δι' ἐκαστὴν χρονικὴν περίοδον τὸ Δικαστήριον θέλει καταρτίζει εἰδικὸν Τμήμα, συγκείμενον ἐκ πάντες δικαστῶν, λαμβανόμενον κατὰ τὸ δυνατόν ὑπ' ὅψιν τῶν ἐν τῇ ἄρθρῳ 9 διατάξεων. Πρὸς τοῦτοις θέλουναι ὁρισθῇ δύο δικασταὶ πρὸς ἀντικατάστασιν τοῦ τυγχὼν κωλυησομένου νὰ παρέρωσθ.

Τὸ Τμήμα τοῦτο θὰ ἐκδικάζῃ τῇ αἰτίσει τῶν ἐνδικαφερομένων μερῶν· ἑλλείψει τοιαύτης αἰτήσεως τὸ Δικαστήριον θὰ συνεδριάζῃ μετὰ τοῦ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 25 προβλεπομένου ἀριθμοῦ δικαστῶν. Ἐν ἐκαστῇ περιπτώσει οἱ δικασταὶ συμπαραστατοῦνται ὑπὸ τεσσάρων Τεχνικῶν Παρέδρων, συμπαραδρυνόντων αὐτοὺς μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου καὶ ἐξαπαλλέζοντων δικαίαν ἐκπροσώπησιν τῶν ὑπὸ κρίσιν συμφερόντων.

Ἐάν τὸ ἐν μόνον τῶν διαδίκων μερῶν ἔχῃ ὑπὸ κρίσιν τοῦ, λαμβάνοντα μέρος δικαστοῦ ἐν τῇ τμήματι τῇ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου, ὁ Πρόεδρος θέλει παρακαλεῖν ἕτερον δικαστὴν νὰ παραγώρῃσθ τὴν θέσιν του εἰς δικαστὴν ἐκλεγόμενον παρὰ τοῦ ἑτέρου διαδίκου συμφῶς τῇ ἄρθρῳ 31.

Οἱ Τεχνικοὶ Παρέδροι ἐκλέγονται, ἐν ἐκαστῇ εἰδικῇ περιπτώσει, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τῆς διαδικασίας τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 30, ἐκ καταλόγου ἀπαρῶντων δι' ἐργατικὰς διαφορὰς, ἀπαρτιζομένου ἐκ προσώπων συνιστάμενων ἀπὸ δύο ὁρ' ἐκάστου Μέλους τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν καὶ λαμβάνων ἄλλων συνιστάμενων παρὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Διαβάνθους Γραφείου τῆς Ἐργασίας.

Τὸ Συμβούλιον θὰ ὑποδείξῃ ἐξ ἡμισείας τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἐργατῶν καὶ ἐξ ἡμισείας τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἐργοδοτῶν, ἐκ τοῦ καταλόγου τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 412 τῆς Συνθήκης τῶν Βερσαλλίων καὶ τῶν σχετικῶν ἄρθρων τῶν λοιπῶν Συνθηκῶν Εἰρήνης.

Ἐν ταῖς ἀφορμαῖς εἰς τὴν ἔργασίαν ὑπαθέσας τὸ Διαβάνθους Γραφεῖον δύναται νὰ παράσῃ εἰς τὸ τέλος τούτου θ' ἀνακουφίσαι εἰς τὸν Διευθυντὴν τοῦ Γραφείου τούτου πᾶσαι αἱ ἐγγράφως ὑποβαλλόμενα διαδικαστικὰ πράξεις.

"Άρθρον 27.

Προκειμένου περὶ υποθέσεων ἀφορῶντων εἰς τὴν διαμετακόμισιν καὶ συγκοινωνίαν καὶ εἰδικῶς περὶ τῶν υποθέσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ XIII μέρους (Λιμένες, ὑδάτιναι καὶ αἰθηροδρομικαὶ ὁδοὶ) τῆς Συνθήκης τῶν Βερσαλλίων καὶ τὰ σχετικὰ μέρη τῶν λοιπῶν Συνθηκῶν Εἰρήνης τὸ Δικαστήριον ἐκδικάζει ὡς ἔπεται.

Δι' ἐκαστὴν τριετὴ χρονικὴν περίοδον τὸ Δικαστήριον θέλει καταρτίζει εἰδικὸν τμήμα, συγκείμενον ἐκ πέντε δικαστῶν, ὅτινες ὀρίζονται λαμβανόμενον κατὰ τὸ δυνατόν ὑπ' ὅψιν τῶν ἐν τῇ ἄρθρῳ 9 διατάξεων. Πρὸς τοῦτοις θέλουναι ὁρισθῇ δύο δικασταὶ πρὸς ἀντικατάστασιν τοῦ τυγχὼν κωλυησομένου νὰ συνεδριάζῃ. Τὸ Τμήμα τοῦτο συνεδριάζει τῇ αἰτίσει τῶν ἐνδικαφερομένων μερῶν. ἑλλείψει τοιαύτης αἰτήσεως τὸ Δικαστήριον συνεδριάζει ἀποτελουμένον ἐκ τοῦ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 25 προβλεπομένου ἀριθμοῦ δικαστῶν.

Ἐάν οἱ διάδικοι ἐπιθυμοῦσιν ἡ ἐν τῷ Δικαστήριον ᾗθελε ἀποφασίσει, οἱ δικασταὶ παραστατοῦνται ὑπὸ δύο τεχνικῶν παρέδρων συμπαραδρυνόντων καὶ ἐγγὼντων δικαίωμα συμβουλευτικῆς ψήφου. Ἐάν τὸ ἐν μόνον τῶν μερῶν ἔχῃ ὑπὸ κρίσιν τοῦ ὅστις λαμβάνει μέρος ὡς δικαστὴς ἐν τῇ τμήματι τῇ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ, ὁ Πρόεδρος θέλει παρακαλεῖν ἕτερον δικαστὴν νὰ παραγώρῃσθ τὴν θέσιν του εἰς δικαστὴν ἐκλεγόμενον παρὰ τοῦ ἑτέρου διαδίκου συμφῶς τῇ ἄρθρῳ 31.

Οἱ Τεχνικοὶ Παρέδροι ἐκλέγονται ἐν ἐκαστῇ εἰδικῇ περιπτώσει, κατὰ τοὺς κανόνας τῆς διαδικασίας τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 40, ἐκ καταλόγου Παρέδρων διὰ διαφορὰς διαμετακομίσεως καὶ συγκοινωνίαν συγκείμενον ἐκ προσώπων ὑποβαλλομένων ἀπὸ δύο ὁρ' ἐκάστου Μέλους τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν.

"Άρθρον 28.

Τὰ εἰδικὰ τμήματα τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν ἄρθρων 26 καὶ 27 δύναται τῇ συναντήσει τῶν διαδίκων νὰ συνεδριάζωσι καὶ ἀλλοχῶ ἐκτὸς τῆς Χάγης.

"Άρθρον 29.

Πρὸς ταχεῖαν διεκπεραίωσιν τῶν υποθέσεων τὸ Δικαστήριον καταρτίζει ἐτησίως τμήμα ἐκ τριῶν δικαστῶν, κεκλιμένων νὰ ἐκδικάζῃ κατὰ συνοπτικὴν διαδικασίαν ὅσας ᾗθελεν ζητήσῃ τοῦτο οἱ διάδικοι.

"Άρθρον 30.

Τὸ Δικαστήριον καθορίζει διὰ κανονισμοῦ τὸν τρόπον καλὸν ὅν θέλει ἀσκήσει τὰ ἐκτὸς καθήκοντα. Κανονίζει ὁρισμένως τὰ τῆς συνοπτικῆς διαδικασίας.

"Άρθρον 31.

Οἱ δικασταὶ τῆς ἐθνικότητος ἐκτέρου τῶν διαδίκων διατρεποῖσι τὸ δικαίωμα νὰ συμμετάσχωσι εἰς ἐκδικασίαν ὑποθέσεως, ἥς τὸ Δικαστήριον ἔχει ἤδη ἐπιληφθῇ.

Ἐάν ἐν τῇ συγκροτηθέντι δικαστηρίῳ ἴδρωτὶ δικαστὴς ἐθνικότητος τοῦ ἑνὸς μόνον τῶν διαδίκων, ὁ ἕτερος δύναται νὰ ὀρίσῃ, ὅπως συμπαραδρυνθῇ, ἐνα ἀντιπροσωπικὸν δικαστὴν, ἐάν εὐρισκῇται τοιοῦτος τῆς ἐθνικότητος αὐτοῦ. Ἐάν δὲν ὑπάρχῃ, δύναται νὰ ἐκλέξῃ δικαστὴν λαμβάνόμενον κατὰ προτίμησιν ἐκ τῶν προσώπων τῶν προταθέντων συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 4 καὶ 5.

Ἐάν ἐν τῷ Δικαστηρίῳ οὐδεὶς δικαστὴς ὑπάρχῃ τῆς ἐθνικότητος τῶν διαδίκων μερῶν, ἐκτέρας τούτων δύναται νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν ἡ ἐκλογὴν ἑνὸς δικαστοῦ κατὰ τὸν αὐτὸν ὡς ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ τούτου.

Ὅταν πλείους τῶν διαδίκων εἰσὶν ἡμεῖς, πρὸς ἐπαρμυγὴν τῶν προηγουμένων διατάξεων λογίζονται ὡς εἰς καὶ μόνος διάδικος.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον.

Οἱ ὁρισθέντες δικασταὶ κατὰ τὰς παραγράφους 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναν νὰ πληροῦν τοὺς ὅρους τῶν ἄρθρων 2, 16, 17, 20, 24 τοῦ παρόντος Ὁρ.

γανισμοῦ. Δικάζουσιν ἐν ἴσῃ μοίρᾳ πρὸς τοὺς συναδέλφους αὐτῶν.

Ἄρθρον 32.

Οἱ τακτικοὶ δικασταὶ λαμβάνουσιν ἡμερησίαν ἀποζημίωσιν ὁριθεησμένην ὑπὸ τῆς Συνέλευσεως τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, τῇ προτάσει τοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἀποζημίωσις αὕτη δὲν δίδεται νὰ ἐλαττωθῇ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς υπηρεσίας τοῦ δικαστοῦ.

Ὁ Πρόεδρος λαμβάνει εἰδικὴν ἀποζημίωσιν καθοριζομένην κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς υπηρεσίας αὐτοῦ.

Ὁ Ἀντιπρόεδρος, οἱ δικασταὶ καὶ οἱ ἀναπληρωματικοὶ δικασταὶ λαμβάνουσι κατὰ τὴν ἐνάσκασιν τῶν ἐαυτῶν καθηκόντων ἀποζημίωσιν καθορισθεῖσαν κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον.

Εἰς τοὺς τακτικούς καὶ τοὺς ἀναπληρωματικούς δικαστάς, ὅστινες δὲν διακρίνονται ἐν τῇ ἑδρᾷ τοῦ Δικαστηρίου, καταβάλλονται τὰ ἀνταρτία πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων αὐτῶν ἐξοικονομικὰ ἔξοδα. Κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον κανονίζονται καὶ αἱ ἀποζημιώσεις αἱ ὀφειλόμεναι πρὸς τοὺς ὁρισθέντας ἢ ἐκλεγέντας δικαστὰς συνοδὰ τῷ ἄρθρῳ 31φ.

Αἱ ἀποδοχαὶ τοῦ δικαστικοῦ γραμματέως κανονίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου τῇ προτάσει τοῦ Δικαστηρίου.

Τῇ προτάσει τοῦ Συμβουλίου, ἡ Συνέλευσις τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν θέλει ἐγκρίνει εἰδικὸν κανονισμὸν, καθορίζοντα τοὺς δόρους, ὑφ' οὓς δὲ καταβάλλονται συντάξεις εἰς τὸ προσωπικὸν τοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 33.

Τὰ ἔξοδα τοῦ Δικαστηρίου βαρύνουσι τὴν Κοινωνίαν τῶν Ἑθνῶν, καθ' ὃν τρόπον ἤθελε ἀποφασίσαι περὶ τούτου ἡ Συνέλευσις τῇ προτάσει τοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Ἀρμοδιότης τοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 34.

Μόνα τὰ Κράτῃ τῇ τὸ μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν ἔχουσιν τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 35.

Ἡ εἰς τὸ Δικαστήριον προσφυγὴ ἐπιτρέπεται εἰς τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν καθὼς καὶ εἰς τὰ Κράτῃ τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμβουλίου.

Οἱ ὅροι ὑφ' οὓς ἐπιτρέπεται ἡ προσφυγὴ εἰς τὰ ἄλλα Κράτῃ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἰδιατέρων διατάξεων τῶν ἐν ἰσχύϊ συνθηκῶν, κανονίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει χωρὶς νὰ ἡ δυνατὸν ἐκ τούτου νὰ προκύψῃ εὐχέστερα πρὸ τοῦ Δικαστηρίου διὰ τὸν διαδίκου ἀνισότης.

Ὅταν Κράτος μὴ διατελὼν μέλος τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν τυγχάνῃ διάδικος, τὸ Δικαστήριον θέλει ὁρίσει τὴν συνεσφορὴν εἰς ἣν θέλει ὑποβληθῇ ὁ διάδικος οὗτος.

Ἄρθρον 36.

Ἡ ἀρμοδιότης τοῦ Δικαστηρίου ἐκτείνεται ἐπὶ πάσης υποθέσεως ἥτις ἤθελε υποβληθῇ αὐτῷ ὑπὸ τῶν διαδίκων ὡς καὶ ἐπὶ πᾶσιν τῶν εἰδικῶν περιπτώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ συνθηκῶν καὶ συμβάσεων.

Τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας καὶ τὰ Κράτῃ τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμβουλίου δύναται, εἰτε κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ ἐπικύρωσιν τοῦ πρωτοκόλλου, ὅτιν προσήρτηται ὑπὸ τῶν ὀργανισμῶν εἰτε μεταγενεστέρως, νὰ δηλώσωσιν ὅτι ἀναγνωρίζουσιν ἀπὸ τούδε ὡς υποχρεωτικὴν, αὐτοδυνάμει καὶ ἀνευ εἰδικῆς νινος συμβάσεως ἐναντι παντὸς μέλους ἢ Κράτους ἀναλαμβάνοντος τὴν ἰδίαν υποχρεώσιν, τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ πᾶσιν ἢ ἐπὶ τινὶ μόνον κατηγοριῶν δικαστικῶν διαφορῶν ἐχρῶσθαι ὡς ἀντικείμενον.

α') Τὴν ἐξηγητικὴν συνθήκῃς τινός.

β') Πᾶν ζήτημα διεθνούς δικαίου.

γ') Τὴν ὑπόστασιν παντὸς γεγονότος, ὅπερ ἐν ἐξορισμῷ δὲ ἀπετίθει παραβίασιν διεθνούς υποχρεώσεως.

δ') Τὴν ὅσιν τὴν ἔκτασιν τῆς ὀφειλομένης ἐπαγορεύσεως διὰ τὴν ἀθέτησιν διεθνούς νινος υποχρεώσεως.

Ἡ κατὰ τὰ ἀνωτέρω δηλωθεῖσα δύναται νὰ γίνῃ ἀπὸ καὶ ἀνεπιφύλακτος ἢ ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος ἐκ μέρους πλείστον ἢ τινων μόνων μελῶν ἢ Κρατῶν ἢ δι' ὁρισμένην προεσμίαν.

Ἐν περιπτώσει ἀμφισβήτησεως περὶ τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ Δικαστηρίου, ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον τοῦτο.

Ἄρθρον 37.

Ὅσους σύμβασεις τις ἢ συνθήκῃ ἐν ἰσχύϊ προνοεῖ περὶ παραπομπῆς εἰς δικαιοδοσίαν τινὰ καθορισθεῖσαν παρὰ τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, τὴν δικαιοδοσίαν ταύτην ἀπαιτῶν τὸ Δικαστήριον τοῦτο.

Ἄρθρον 38.

Τὸ Δικαστήριον ἐφαρμόζει:

1) Τὰς διεθνεῖς συμβάσεις, εἰτε γενικὰς εἰτε εἰδικὰς, τὰς καθιερούσας κανόνες ρητῶς ἀνεγνωρισμένους παρὰ τῶν διαδίκων Κρατῶν.

2) Τὰ διεθνή ἔθιμα ὡς ἀποτελοῦντα ἀπόδειξιν γενικῆς πρακτικῆς, ἀνεγνωρισμένης ὡς κανόνος δικαίου.

3) Τὰς γενικὰς ἀρχὰς τοῦ δικαίου τὰς παραδεδομένας ὑπὸ τῶν πολιτισμένων Ἑθνῶν.

4) Ὅτι τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς διατάξεως τοῦ ἁρθροῦ 5θ, τὰς δικαστικὰς ἀποφάσεις καὶ τὰ δόγματα τῶν μὲλλον διακεκριμένων δημοσιολόγων ὡς βοηθητικῶν μέσων καθορισμῶν τῶν κανόνων τοῦ δικαίου.

Ἡ παρούσα διάταξις οὐδόλως θίγει τὸ δικαίωμα τοῦ Δικαστηρίου ὅπως συμφωνοῦνται τῶν διαδίκων κρίνει κατὰ τὸ ὅρθον καὶ τὸ ἴσον (ex aequo et bono).

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Διαδικασία.

Ἄρθρον 39.

Αἱ ἐπίσχοιμοι τοῦ Δικαστηρίου γλώσσαι εἰσὶν ἡ Γαλλικὴ καὶ ἡ Ἀγγλική. Ἐὰν οἱ διάδικοι συμφωνοῦσιν ὅπως ὁλόκληρος ἡ διαδικασία διεξαχθῇ γαλλιστῇ, ἢ ἀπὸ τῶν ἐκδοθησάντων εἰς τὴν γλῶσσαν ταύτην. Ἐὰν οἱ διάδικοι συμφωνοῦσιν ὅπως ὁλόκληρος ἡ διαδικασία διεξαχθῇ ἀγγλιστῇ, ἢ ἀπὸ τῶν ἐκδοθησάντων εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Ἐν ἐλλείψει συμφωνίας ὁρίζουσας τὴν γλῶσσαν ἣς γινήσεται γρήσῃ, οἱ διάδικοι δύναται νὰ μεταχειρισθῶσιν ἐν τῇ ὑπερασπιστικῇ ἐκτείνῃ τῶν δύο γλωσσῶν, ἢν ἤθελον προτιμήσῃ, καὶ ἢ ἀπὸ τῶν ἐκδοθησάντων γαλλιστῇ καὶ ἀγγλιστῇ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τὸ Δικαστήριον δὲ καθορίζει συγχρόνως πότερον τῶν κειμένων ἔσται τὸ ἐπίσημον.

Τῇ αἰτήσῃ τῶν διαδίκων, τὸ Δικαστήριον δύναται νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν γρήσιν καὶ ἄλλης γλώσσης πληρὴ τῆς Γαλλικῆς καὶ Ἀγγλικῆς.

Ἄρθρον 40.

Αἱ ὑποθέσεις εἰσάγονται ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου, ἀνελόντος τῶν περιστάσεων, εἰτε διὰ κοινοποιήσεως τοῦ συνοπτικοῦ εἰτε δι' αἰτήσεως, ἀπαιτημένης πρὸς τὴν Γραμματείαν, ἐν ἀμφοτέραις ταῖς περιπτώσεσι δέον νὰ καθορίζονται τὸ ἀντικείμενον τῆς διαφοράς καὶ οἱ διάδικοι.

Ὁ Γραμματεὺς ἀνακοινεῖ ἀμέσως τὴν αἴτησιν εἰς πάντας τοὺς ἐνδιαφερομένους.

Πληροφορεῖ ὁσάκις περὶ τούτου τὰ Μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν διὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως αὐτῆς.

Ἄρθρον 41.

Τὸ Δικαστήριον ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὑποδείξῃ, ἐὰν ἤθελεν κρίνει ὅτι αἱ περιστάσεις ἀπαιτοῦσι τοῦτο, ποῖα συν-

τηρητικά μέτρα, κατά την νομοθεσίαν εκάτερου τῶν διαδίκων δέον νὰ ληφθῶσι προσορώσως.

Πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἐριστικῆς ἀποφάσεως, ἡ ὑπόδειξις τῶν μέτρων τούτων γνωστοποιεῖται ἀμέσως εἰς τὰ τοὺς διαδίκους καὶ τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον 42.

Οἱ διάδικοι ἐπιπροσποιοῦνται διὰ πρακτικῶν.

Δύνανται ὁσάυτως ν' ἀναθέσωσι τὴν ὑπεράσπισιν αὐτῶν ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου εἰς συμβούλους ἢ δικηγόρους.

Ἄρθρον 43.

Ἡ διαδικασία εἶναι δ-τ-τῇ, ἐγγράφος καὶ προφορικῇ.

Ἡ ἐγγράφος διαδικασία περιλαμβάνει τὴν εἰς τοὺς δικαστὰς καὶ τοὺς διαδίκους ἀνακοίνωσιν ὑπομνημάτων, ἀνθροπωνημάτων καὶ ἐνδεχομένης ἀντιπροτάσεων ὡς καὶ παντὸς ἑτέρου ἐγγράφου ἢ ἀποδεικτικοῦ ἐγγράφου.

Ἡ ἀνακοίνωσις ἐνεργεῖται διὰ τῆς Γραμματείας κατὰ τὴν τῶν καὶ τὰς προθεσμίας, τὰς καθοριζόμενας ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου.

Πᾶν ἐγγράφον προσερχόμενον ὑπὸ τοῦ ἐνὸς τῶν διαδίκων δέον νὰ κοινοποιῇται πρὸς τὸν ἕτερον ἐν ἐπιτεκνωμένῳ ἐντύπῳ.

Ἡ προφορικῇ διαδικασία συνίσταται εἰς τὴν παρὰ τοῦ δικαστηρίου ἀκρόασιν τῶν μερῶν, πραγματογινόμενον, πρακτικῶν, συμβούλων καὶ δικηγόρων.

Ἄρθρον 44.

Διὰ πᾶσαν κοινοποίησιν πρὸς ἕτερα πρόσωπα ἢ τοὺς πράκτορας, συμβούλους καὶ δικηγόρους, τὸ Δικαστήριον ἀναφέρειται ἀπ' εὐθείας πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Κράτους, ἐπὶ τῷ ἔδαφον τοῦ ὁποίου ἡ κοινοποίησις ἐξεῖ τὰ ἀποτελέσματα αὐτῆς.

Τούτ' αὐτὸ ἐνεργεῖται προκειμένου νὰ γίνῃ ἐπὶ τόπου ἡ βεβαίωσις παντὸς ἀποδεικτικοῦ μέσου.

Ἄρθρον 45.

Ἡ συζήτησις διενδύεται παρὰ τοῦ Προέδρου, καὶ ἐν ἐλλείψει τούτου παρὰ τοῦ Ἀντιπροέδρου. Ἐν περιπτώσει κωλύματος παρὰ τοῦ ἀρχαιότερου τῶν παρόντων δικαστῶν.

Ἄρθρον 46.

Ἡ συζήτησις διεξάγεται δημοσίᾳ, ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ἔχῃ ἀποφασίσαι τὸ Δικαστήριον ἢ ἐὰν οἱ διάδικοι ζητήσωσι τὴν μὴ παραδοχὴν τοῦ καινοῦ κατὰ τὴν συζήτησιν.

Ἄρθρον 47.

Περὶ ἐκάστης συνεδριάσεως κρατεῖται πρακτικόν, ὑπογράφόμενον παρὰ τοῦ γραμματέως καὶ τοῦ προέδρου.

Μόνον τὸ πρακτικόν τοῦτο ἔχει αὐθεντικὸν χαρακτῆρα.

Ἄρθρον 48.

Τὸ Δικαστήριον ἐκδίδει ἀποφάσεις διὰ τὴν κατεύθυνσιν τῆς δίκες, τὸν καθορισμὸν τῶν τύπων καὶ τῶν προθεσμιῶν, ἐντὸς τῶν ὁποίων ἑκάστος διάδικος δέον νὰ διεντυπώσῃ τὰς τελικὰς αὐτοῦ προτάσεις. Τὸ Δικαστήριον λαμβάνει τὰ μέτρα τὰ ἐπιβαλλόμενα ὑπὸ τῆς διεξαγωγῆς τῶν ἀποδείξεων.

Ἄρθρον 49.

Τὸ Δικαστήριον δύναται, καὶ πρὸ πάσης ἐστὶ συζήτησεως, νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν πρακτικῶν, ἢνα παραγγέλωσι πᾶν ἐγγράφον καὶ παράσχωσι πᾶσαν ἐξήγησιν. Ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως, τὸ Δικαστήριον λαμβάνει τοῦτο ὑπὸ σημείωσιν.

Ἄρθρον 50.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν τὸ Δικαστήριον δύναται ν' ἀναθέσῃ τὴν διεξαγωγὴν ἀνακρίσεως ἢ πραγματογινόμενης εἰς πᾶν πρόσωπον, σῶμα, γραφεῖον, ἐπιτροπὴν ἢ ὄργανον τῆς ἐκλογῆς αὐτοῦ.

Ἄρθρον 51.

Διακρινόμενῶν τῶν συζητήσεων, ἀπευθύνονται πᾶσαι αἱ θέουσαι ἐρωτήσεις πρὸς τοὺς μάρτυρας καὶ τοὺς πραγματω-

γνόμενας, ὅρ' οὗς ὅρους θὰ καθορίσῃ τὸ Δικαστήριον ἐν τῷ κανονισμῷ τῷ προβλεπόμενῳ ὑπὸ τοῦ άρθρου 30.

Ἄρθρον 52.

Μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῶν ἀποδείξεων καὶ μαρτυριῶν ἐντὸς τῶν προθεσμιῶν τῶν ὑπ' αὐτοῦ καθορισθεισῶν, τὸ Δικαστήριον δύναται ν' ἀποκλείσῃ πᾶσαν νέαν κατὰθεσιν ἢ νέον ἐγγράφον ὑπεβαλλόμενον ὑπὸ τοῦ ἐνὸς τῶν διαδίκων, ἄνευ τῆς συγκρατήσεως τοῦ ἐτέρου.

Ἄρθρον 53.

Ἐν ἡ περιπτώσει ὅ εἰς τὸν διάδικον δὲν ἐμφανίζηται ἡ ἀπέχρη τῆς ὑποστήριξεως τῶν αἰτήσεων του, ὁ ἕτερος δύναται νὰ αἰτήσῃ παρὰ τοῦ Δικαστηρίου ὅπως τῷ ἐπιδικαστῇ τὰ ὑπ' αὐτοῦ αἰτήματα.

Τὸ Δικαστήριον πρὶν ἡ δικάσῃ δέον νὰ βεβαιωθῇ ὅ μόνον ἐστὶ κέκμηται ἀρριδιότητα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν άρθρων 36 καὶ 37, ἀλλὰ καὶ ἐστὶ αἱ ὑποβληθέντες αἰτήσεις εἰσι βάσιμοι, πράγματι καὶ δικαίω.

Ἄρθρον 54.

Ἀπὸ οἱ πράκτορες, δικηγόροι, σύμβουλοι παραγγέλωσι ὑπὸ τῶν ἐγγράφων τοῦ Δικαστηρίου, πρὸς ὑποστήριξιν τῶν ἀξιώσεων αὐτῶν, πάντα τὰ μέσα, ἅπανα ἡθέλων κρίνει πρὸς τοῦτο ἀναγκαῖα, ὁ πρόεδρος κηρύσσει τὴν λήξιν τῆς συζήτησεως.

Τὸ Δικαστήριον ἀποσύρεται ἐν τῇ αἰθούσῃ αὐτοῦ πρὸς διάκασιν. Αἱ διακρίσεις τοῦ Δικαστηρίου εἰσι καὶ παραμένουσι μυστικαί.

Ἄρθρον 55.

Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Δικαστηρίου λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων δικαστῶν.

Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ψῆφος τοῦ προέδρου ἢ τοῦ ἀντικαθιστάντος αὐτόν.

Ἄρθρον 56.

Ἡ ἀπόφασις ἐκδίδεται ἡτοιολογημένη. Ἀναφέρει τὰ ὀνόματα τῶν δικαστῶν, οἵτινες ἔλαβον μέρος πρὸς ἐκδόσιν αὐτῆς.

Ἄρθρον 57.

Ἐὰν ἡ ἀπόφασις δὲν ἐλήφθῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει καθ' ὁμόφωνον τῶν δικαστῶν γινώσκῃ, οἱ διαφωνοῦντες ἔχουσι δικαίωμα ὅπως ἐπισυνάψωσιν αὐτῇ ἔκθεσιν τῆς ἀτομικῆς αὐτῶν γνώμης.

Ἄρθρον 58.

Ἡ ἀπόφασις ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ προέδρου καὶ τοῦ γραμματέως.

Ἀναγινώσκεται ἐν δημοσίᾳ συνεδριάσει, δυνάμει περὶ τούτου εἰδοποιουμένων τῶν πρακτικῶν.

Ἄρθρον 59.

Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου δὲν εἶναι ὑπογλωσσικῆς εἰμῇ μόνον διὰ τοὺς διαδίκους καὶ δι' ἡν ἐξεδόθη περίπτωσιν.

Ἄρθρον 60.

Ἡ ἀπόφασις εἶναι ἐριστικὴ καὶ ἀνέναντος. Ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως τῆς ἐννοίας καὶ ἐκτάσεως τῆς ἀποφάσεως, ἡ ἐρμηνεία αὐτῆς ἀνήκει τῷ Δικαστηρίῳ, τῇ αἰτήσει παντὸς διαδίκου.

Ἄρθρον 61.

Ἡ ἀναθεώρησις τῆς ἀποφάσεως δὲν εἶναι δυνατόν ἐνδεχομένης νὰ ζητηθῇ παρὰ τοῦ Δικαστηρίου, εἰμῇ μόνον ἐπὶ τῷ λόγῳ ὅτι παράσχεψε γινώσκῃ φύσεως δυνάμενης ν' ἀσκήσῃ κρίσιν ἐπιδρασαν, ὅπερ πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως ἦτο ἀγνώστον τῷ Δικαστηρίῳ καὶ τῷ διαδίκῳ τῷ αἰτούντι τὴν ἀναθεώρησιν, χωρὶς ἡ ἀγνοία νὰ ἐπέρχεται ἐκ σφαλμάτων τοῦ τελειώματος τούτου.

Ἡ διαδικασία τῆς ἀναθεωρήσεως ἀρκεῖται δι' ἀποφάσεως τοῦ Δικαστηρίου ρητῶς βεβαιώσεως τὴν ὑπαρξίν τοῦ νέου

γεγονότος, αναγνωρίζουσας δ' αὐτῷ τὸν χαρακτήρα τὴν προκαλοῦντα τὴν ἀναθεώρησιν καὶ ἐκπροσωπούσης ἐκ τούτου ἀποδεκτὴν τὴν περὶ ἀναθεωρήσεως αἰτήσιν.

Τὸ Δικαστήριον δύναται νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν ἐναρξιν τῆς διαδικασίας τῆς ἀναθεωρήσεως ἀπὸ τῆς προηγουμένης ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως.

Ἡ πρὸς ἀναθεώρησιν αἰτήσις δέον νὰ διατυπωθῇ τὸ βραδύτερον ἐντὸς ἐξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀνακαλύψεως τοῦ νέου γεγονότος.

Ὁδὲ αἰτία αἰτήσις ἀναθεωρήσεως εἶναι δεκτὴ μετὰ τὴν ἐκποσὴν δεκατοῦς προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 62.

Ὁσάκις Κράτος τι ἤθελε θεωρήσει ὅτι ἐν ἐκκρεμεῖ τινα διαφορὰ ἔχει ἔνομον συμφέρον, δύναται ν' ἀπευθύνῃ πρὸς τὸ Δικαστήριον αἰτήσιν παρεμβάσεως.

Τὸ Δικαστήριον ἀποφασιζει.

Ἄρθρον 63.

Προεκμένης ἐρμηνείας συμβάσεως, εἰς ἣν μετέσχον καὶ ἄλλα Κράτη πλὴν τῶν διαδίκων, ἡ Γραμματεία εἰδοποιεῖ ταῦτα ἀνευ ἀναβολῆς.

Ἐκαστον τούτων ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρέμβῃ εἰς τὴν δίκην, ἐὰν δὲ ἤθελεν ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα τοῦτο, ἡ ἐν τῇ ἀποφάσει ἐρμηνεία ἔσται ὡς πρὸς τὸ Κράτος τοῦτο ὑποχρεωτικὴ.

Ἄρθρον 64.

Ἐκαστος διάδικος ὑπέχει τὰς παρ' αὐτοῦ γενομένας δικαστικὰς δαπάνας, ἐκτὸς ἐν ἄλλως ἤθελεν ἀποφασίσαι τὸ Δικαστήριον.

Pour le Portugal

For Portugal

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :

AFFONSO COSTA

Pour le Japon

For Japan

Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν :

Baron HAYASHI

Pour la Grèce

For Greece

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :

N. POLITIS

Pour le Paraguay

For Paraguay

Διὰ τὴν Παραγουάην :

M. VELASQUEZ

Pour l'Uruguay

For Uruguay

Διὰ τὴν Οὐραγουάην :

I. C. BLANCO FERNANDEZ Y MONDINA

Pour la Nouvelle Zélande

For New Zealand

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :

SIR JAMES ALLEN

Pour le Siam

For Siam

Διὰ τὸ Σιάμ :

PRINCE CHAROON

Pour la Norvège

For Norway

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :

HAGERUP

Pour la Suède

For Sweden

Διὰ τὴν Σουηδίαν :

BRANTING

Pour la Suisse

For Switzerland

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :

MOTTA

Pour le Danemark

For Danemark

Διὰ τὴν Δανίαν :

H. ZAHLE

Pour le Salvador

For Salvador

Διὰ τὸν Σαλβαδόρ :

GUSTAVO GUERRERO

A. AVILA

Pour les Pays-Bas

For Netherlands

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :

LOUDON

Pour l'Inde

For India

Διὰ τὰς Ἰνδίας :

SIR W. MEYER

Pour l'Italie

For Italy

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :

CARBO SCHANTZE

Pour l'Afrique du Sud

For South Africa

Διὰ τὴν Νότιον Ἀφρικὴν :

BLANKENBERG

Pour la Chine

For China

Διὰ τὴν Κίναν :

WELLINGTON KOO

TANG-TSAI-FOU

Pour la France

For France

Διὰ τὴν Γαλλίαν :

LEON BOURGEOIS

Pour la Pologne

For Poland

Διὰ τὴν Πολωνίαν :

PADEREWSKI

Pour l'Empire Britannique

For the British Empire

Διὰ τὴν Ἀγγλίαν :

J. BALFOUR

Pour le Brésil
For Brasil
Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
R. OCTAVIO
G. DA CUNHA
RAUL FERNANDES

Pour le Panama
For Panama
Διὰ τὸν Παναμᾶν :
Dr. ARIAS

Pour le Costa-Rica
For Costa-Rica
Διὰ τὴν Κόστα-Ρίκα :
MANUEL M. PERALTA

Pour le Cuba
For Cuba
Διὰ τὴν Κούβαν :
A. AGUERO
RAFAEL MARTINEZ ORTIZ
GARCIA ENSENAT

Pour le Venezuela
For Venezuela
Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
MANUEL DIAZ-RODRIGUEZ
KEY AYALA
ESCALANTE

Pour la Colombie
For Columbia
Διὰ τὴν Κολομβίαν :
URRUTIA
A. J. KESTREPO

Pour la Bulgarie
For Bulgaria
Διὰ τὴν Βουλγαρίαν :
M. POMENOFF

Pour la Perse
For Persia
Διὰ τὴν Περσίαν :
ZOCA ED POWLEH

Pour la Roumanie
For Rumania
Διὰ τὴν Ρουμανίαν :
M. E. MARGARITESCO GRECIANO

Pour la Tchécoslovaquie
For Czecho-Slovakia
Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
CYRIL DUSEK

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes
For the Serb-Croat-Slovene State
Διὰ τὸ Βασιλεῖον τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων :
MILOUTINE YOVANOWITCH

Pour la Belgique
For Belgium :
V. PETZER

Pour l'Australie
For Australia :
W. H. HUGHES

Pour l'Autriche
For Austria :
EMMERICH PFUEGL

Pour l'Albanie
For Albania :
Mgr FAN S. NOLI

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΤΠΟΓΡΑΦΗΣ

Τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, ἀντιπροσωπευόμενα παρὰ τῶν ὑπογεγραμμένων, δεδωκὸς ἐξουσιοδοτημένων, δηλοῦσιν ὅτι ἀποδέχονται τὴν συνημμένον Ὁργανισμόν τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης, ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς παμψηφείας τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν ἐν Γενεῇ τῇ 13 Δεκεμβρίου 1920.

Κατὰ συνέπειαν, δηλοῦσιν ὅτι ἀποδέχονται τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Δικαστηρίου κατὰ τὰς διατάξεις καὶ τοὺς ὅρους τοὺς διαλαμβανομένους ἐν τῷ εἰρημένῳ Ὁργανισμῷ.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον, συνταχθὲν συνολῇ τῇ ἀποφάσει τῆς Συνελεύσεως τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν ὑπὸ ἡμερομηνίαν 13 Δεκεμβρίου 1920, ἐπικυρωθήσεται. Ἐκάστη-ἑξ ἑκείνων θέλει διαβιβάσει τὴν ἐπικυρώσιν αὐτῆς πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματεῖα τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, τῇ προηγουμένη τοῦ ὅπου ὅπου ἐλθούσιν εἰδοποιηθῇ πᾶσαι αἱ λοιπαὶ ὑπογράφουσαι Δυνάμεις. Αἱ ἐπικυρώσεις θέλουσι μὲν κατατελεσθῆναι ἐν τοῖς ἀρχαίοις τῆς Γραμματείας τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον δίδονται νὰ ὑπογράψωσι τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμφώνου τῆς Κοινωνίας. Ὁ Ὁργανισμὸς τοῦ Δικαστηρίου θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ καὶ ὁ προβλεπόμενος ὑπὸ τῆς εἰρημένης ἀποφάσεως.

Ἐγένετο ἐν Γενεῇ, ἐν ἐν καὶ μόνῃ πρωτοτύπῳ, ὁ-
τινος τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον θὰ ἔχωσι τὴν αὐτὴν ἰσχύϊ.

Τῇ 16 Δεκεμβρίου 1920.

Ὁ παρὸν νόμος, ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Γ' ἐν Ἀθήναις Ἑθνικῆς Συνελεύσεως καὶ παρ' ἡμῶν σημερινῶν κυρθεὶς, δημοσιεύεται διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Λογδαίῳ τῇ 18 Αὐγούστου 1921.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργός.

Γ. Μπαλατζῆς

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Αὐγούστου 1921.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργός.

Δ. Γούναρης

(2)

Περί οργάνωσιν τῶν Δημοσίων Ἑμπορικῶν Σχολῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 17 τοῦ νόμου 2261 περὶ μέσης ἑμπορικῆς ἐκπαίδευσιν καὶ τὸ ἄρθρον 2 § γ' τοῦ νόμου Βα7Α τοῦ 1903, προτάσει τοῦ ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν·

* Ἀρθρον 1.

Τὸ σχολικὸν ἔτος τῆς μέσης ἑμπορικῆς ἐκπαίδευσιν ἀρχεται ἀπὸ 1 Σεπτεμβρίου καὶ λήγει τὴν 30 Ἰουνίου ἐκαστοῦ ἔτους.

* Ἀρθρον 2.

Προσόντα διορισμοὶ ἐν ταῖς δημοσίαις ἑμπορικαῖς σχολαῖς ἔχουσι:

α') Διὰ τὴν διδασκαλίαν τῶν Ἑλληνικῶν, τῆς Ἱστορίας καὶ τῶν Θρησκευτικῶν, οἱ πτυχιῶν τῆς Φιλολογικῆς Σχολῆς τοῦ ἡμετέρου ἢ ξένου ὁμοταγοῦς Πανεπιστημίου.

β') Τῶν Μαθηματικῶν οἱ πτυχιῶν τῶν Μαθηματικῶν ἡμετέρου ἢ ξένου ὁμοταγοῦς Πανεπιστημίου.

γ') Τῶν ἑμπορικῶν μαθημάτων οἱ πτυχιῶν ἀνωτάτων ἢ ἀνωτέρων δημοσίων ἑμπορικῶν σχολῶν.

δ') Τῆς Φυσικῆς Ἱστορίας, Περὶ Φυσικῆς, Χημείας, Ἑμπορευματολογίας καὶ Γεωγραφίας οἱ πτυχιῶν τῶν φυσικῶν ἐπιστημῶν ἡμετέρου ἢ ξένου ὁμοταγοῦς Πανεπιστημίου ἢ τοῦ Χημικοῦ Τμήματος τοῦ ἡμετέρου ἢ ξένου ὁμοταγοῦς Πανεπιστημίου ἢ Πολυτεχνείου.

ε') Τῶν ξένων γλώσσων 1) οἱ πτυχιῶν Φιλολογικῆς σχολῆς ξένων Πανεπιστημίων, καὶ 2) οἱ μετὰ τὴν κεκανονισμένην δοκιμασίαν λαβόντες ἀδειαν παρὰ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας ἢ τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐκκλησιαστικῶν καὶ τῆς Δημοσίας Ἐκπαίδευσιν.

ς') Τῆς Πολιτικῆς καὶ οἰκιακῆς οἰκονομίας καὶ ἑμπορικοῦ δικαίου οἱ πτυχιῶν τῶν νομικῶν ἢ πολιτικῶν ἐπιστημῶν ἡμετέρου ἢ ξένου ὁμοταγοῦς Πανεπιστημίου.

ζ') Τῆς Καλλιγραφίας καὶ Δακτυλογραφίας οἱ μετὰ τὴν κεκανονισμένην δοκιμασίαν λαβόντες ἀδειαν διδασκαλίας παρὰ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας ἢ ἔχοντες τὰ προσόντα νὰ διδάξωσι τὸ μάθημα τῆς καλλιγραφίας εἰς τὰ δημόσια σχολεῖα τῆς μέσης ἐκπαίδευσιν.

η') Τῆς Στενογραφίας οἱ ἔχοντες ἀπολυτήριον γυμνασίου ἢ πρακτικὸν Λυκείου ἢ πτυχίον ἑμπορικῆς σχολῆς καὶ ὑπερθέσαντες εὐδοκίμως ὡς στενογράφοι τῆς Βουλῆς ἢ τυχόντες σχετικῶν πτυχίων παρὰ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας μετὰ εἰδικῆν δοκιμασίαν ἢ ἔχοντες πτυχίον στενογράφου-δακτυλογράφου παρ' εἰδικῆς σχολῆς τῆς Ἱστορίας.

θ') Τῆς Ὑγιεινῆς καὶ Νοσηλευτικῆς οἱ πτυχιῶν ἱατρικῆς σχολῆς Πανεπιστημίου τινὸς καὶ κατὰ προτίμησιν οἱ ἐν τῇ ἐβρα τῆς σχολῆς ὑπηρετοῦντες ἱατροὶ τῶν σχολείων τῆς μέσης ἐκπαίδευσιν.

ι') Τῆς Τουρκικῆς γλώσσας πρόσωπα ἐπικρῶς κατέχοντα τὴν γλῶσσαν ταύτην μετὰ γυμνοδότησιν τῆς ἐν τῇ ἐβρα τῆς σχολῆς ὑπηρετοῦντες Ὀθωμανικῆς Κοινότητος.

α') Τῆς Χειροτεχνίας (κοπτικῆς καὶ ραπτικῆς) καὶ τῆς οἰκιακῆς παιδαγωγικῆς οἱ ἔχοντες σχετικὰ πτυχία ἢ εὐδοκίμω ὑπηρετοῦντες εἰς δημόσια ἢ ἀνεγερωμένα σχολεῖα εἰς τὰ μαθήματα ταῦτα.

* Ἀρθρον 3.

1. Εἰς τὰς κατωτέρω ἀναφερομένας δημοσίας ἑμπορικὰς σχολὰς προτίθενται τὰ ἀκόλουθα μαθήματα:

α') Ἡ Γερμανικὴ γλῶσσα ὡς προαιρετικὸν εἰς τὰς σχολὰς Ἀθηνῶν, Πειραιῶς, Θεσσαλονίκης, Πατρῶν, Κερκύρας, Σύρου, Ἡρακλείου καὶ Πύργου.

β') Ἡ Ἰταλικὴ γλῶσσα ὡς προαιρετικὸν εἰς τὰς σχολὰς Ἀθηνῶν, Πειραιῶς, Πατρῶν, Κερκύρας, Πύργου, Ἡρακλείου καὶ Χανίων.

γ') Ἡ Τουρκικὴ γλῶσσα ὡς προαιρετικὸν εἰς τὰς σχολὰς Θεσσαλονίκης καὶ Ἡρακλείου.

δ') Ἡ Στενογραφία ὡς προαιρετικὸν εἰς ἀπασὰς τὰς σχολὰς.

ε') Ἡ Ὑγιεινὴ (καὶ Νοσηλευτικὴ εἰς τὰς σχολὰς θηλέων) εἰς ἀπασὰς τὰς σχολὰς ὡς υποχρεωτικὸν μάθημα, ἀλλὰ μὴ βοηθητικόν εἰς τὰς σχολὰς ἀρρένων.

ς') Ἡ Χειροτεχνία (κοπτικὴ καὶ ραπτικὴ) εἰς τὰς σχολὰς θηλέων ὡς υποχρεωτικὸν μάθημα.

ζ') Ἡ Οἰκιακὴ παιδαγωγικὴ καὶ οἰκιακὴ οἰκονομία εἰς τὰς σχολὰς θηλέων ὡς υποχρεωτικὸν μάθημα.

2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 2 § 8 τοῦ νόμου 2261 δι' ἑκαστὸν τῶν ὑπὸ στοιχείων α-γ προστιθεμένων μαθημάτων συντάσσεται ἀπὸ μίαν ἐβρα διδασκαλίαν, διὰ δὲ τὰς ἐπὶ στοιχείων δ-ζ ἐβρὰς μίαν ἐβρα διδασκαλίαν.

* Ἀρθρον 4.

1. Τὰ μαθήματα κατανομούνται κατὰ τάξεις καὶ ἐβδομάδας ὥραν ἐν ταῖς σχολαῖς ἀρρένων ὡς ἑξῆς:

Μαθήματα	Ὅραν καθ' ἐβδομάδα Σύνολον καὶ τάξεις ὥρων			
	Α'	Β'	Γ'	Δ'
Υποχρεωτικὰ	Α'	Β'	Γ'	Δ'
Θρησκευτικὰ	1	—	—	1
Ἑλληνικὰ	6	5	4	21
Μαθηματικὰ	4	4	3	15
Ἑμπορευματολογία (μετὰ τῶν στοιχ. τῆς Φυσικῆς Ἱστορίας καὶ Χημείας)	2	2	2	8
Φυσικὴ Πειραματικὴ	1	1	—	2
Γαλλικὰ	6	5	5	21
Ἀγγλικὰ	—	5	6	17
Γενικὴ Ἱστορία	2	2	—	4
Ἱστορία τοῦ Ἑμπορίου	—	—	1	1
Γεωγραφία	2	2	2	7
(Ἑμπορευματολογία	2	2	1	6
Ἑμπορικὰ (Λογιστικὴ καὶ ἀσκήσεις)	2	2	3	11
(Ἀλλήλογραφία	—	—	1	2
Ἑμπορικὸν Δίκαιον	—	—	2	4
Πολιτικὴ Οἰκονομία	—	—	1	2
Καλλιγραφία καὶ δακτυλογραφία	3	2	1	7
Γυμναστικὴ καὶ Ὑγιεινὴ (2 ὥρας)	3	2	2	9
Ἀσκήσεις ἐργαστηρίου	34	35	35	35
	—	—	1	1
Σύνολον	34	35	36	36

2. Ἡ Ὑγιεινὴ διδασκάζεται ἐν τῇ πρώτῃ καὶ δευτέρᾳ τάξει ἀπὸ μίαν ἐβρα καθ' ἐβδομάδα, λαμβανόμενῃ ἐν τῶν ὥρων τῆς γυμναστικῆς καθ' ὅσον πρόπον θέλει εἶσι εἰδικὴ ἀπόφασις τοῦ Ὑπουργοῦ. Ἐν τῇ πρώτῃ τάξει δύναται διὰ τῆς αὐτῆς ἀποφάσεως νὰ προστεθῇ καὶ ἰδιαίτερα ὥρα διὰ τὴν διδασκαλίαν τοῦ μαθήματος τούτου.

3. Ἐν δὲ ταῖς σχολαῖς θηλέων τὰ μαθήματα κατανομούνται ὡς ἑξῆς:

Μαθήματα	Ὅραν καθ' ἐβδομάδα Σύνολον καὶ τάξεις ὥρων			
	Α'	Β'	Γ'	Δ'
Υποχρεωτικὰ	1	—	—	1
Θρησκευτικὰ				

Μαθήματα	Ωραι καθ' εβδομάδα	Σύνολον ωρών
	Α' Β' Γ' Δ'	
Υποχρεωτικά	6 6 5 4	21
Ελληνικά	4 4 3 3	14
Μαθηματικά		
Εμπειρολογία (μετά των στοιχ. της Φυσικής Ιστορίας και Χημείας)	2 2 2 2	8
Φυσική Πειραματική	1 1 — —	2
Γαλλικά	6 5 5 5	21
Αγγλικά	— 5 6 6	17
Γενική Ιστορία	2 1 1 —	4
Ιστορία του Εμπορίου	— — — 1	1
Γεωγραφία	2 2 2 1	7
Εμπειρολογία	2 2 2 2	8
Εμπειρικά (Λογιστική και άσκησεις)	2 2 2 2	8
Εμπειρικά (Αλληλογραφία)	— — 1 1	2
Εμπειρικά Δίκαιον	— — — 2	2
Πολιτική και Οικονομική Οικονομία	— — 1 2	3
Καλλιγραφία και δακτυλογραφία	3 2 2 —	7
Γυμναστική	2 2 2 2	8
Υγιεινή και Νοσηλευτική	— 1 1 —	2
Χειροτεχνία	2 1 1 —	4
Οικιακή παιδαγωγική	— — — 2	2
	35 35 35 35	
Άσκήσεις άργακτηρίου	— — 1 1	2
	35 35 36 36	

4. Τα προαιρετικά μαθήματα εις τα οποία άρρένουν
και θηλέων κατανέμονται ως εξής :

Γερμανικά	3 3 3 3	12
Γαλλικά	3 3 3 3	12
Τουρκικά	3 3 3 3	12
Στενογραφία	— 3 3 3	6

5. Όσον άφορά τας άσκήσεις άργακτηρίου εν τη τρίτη τάξει εις μικρότερας τάξεις σχολάς ή άναρξες τούτων θα γίνονται από 1 Δεκεμβρίου, του πρώτου τριμήνου χρησιμοποιομένου δια την συμπλήρωσιν του τυχόν μη διδασκάντος εν τη β' τάξει μέρους της Φυσικής Πειραματικής.

Άρθρον 5.

1. Η φοίτησις εις τα προαιρετικά μαθήματα επιτρέπεται μόνον εις τους μαθητάς οιτινες έγγουν άπορική επίδοσιν εις τα λοιπά μαθήματα και έφ' όσιν κρίνονται υπό του συλλόγου των καθηγητών ικανοί να παρακολουθήσωσιν άνευ βλάβης της υγείας αυτών.

2. Είς έκαστον μαθητήν δέν επιτρέπεται φοίτησις εις προαιρετικά μαθήματα πλέον των τριών ωρών καθ' εβδομάδα.

3. Οι έγγεγραμμένοι εις τα προαιρετικά μαθήματα υποχρεούνται να φοιτών εις αυτά καθ' όλον το σχολικόν έτος, συνάμεινον να άπαιλλαγώσι της φοίτησως μόνον κατόπιν άποφάσεως του συλλόγου των καθηγητών. Αί άπουσίαι των έγγεγραμμένων εις τα μαθήματα ταύτα λογίζονται ως άπουσίαι εις υποχρεωτικά μαθήματα.

Άρθρον 6.

Οι προλαμβανόμενοι δια την διδασκαλίαν της Υγιεινής Ιατροί υποχρεούνται άνευ άλλης άμοιβής να επιτελέσωσι και την ύγιεινήν της σχολής καθ' όν τρόπον οι σχολικοί Ιατροί εν τοις σχολείοις της μέσης εκπαιδεύσεως.

Άρθρον 7.

Τα αναλυτικά πρόγραμμα των μαθημάτων και ή μέθοδος

διδασκαλίας αυτών όρίζονται δι' άποφάσεως του Υπουργού της Εθνικής Οικονομίας, ενδεχόμενα εις έντυπον τεύχος.

Άρθρον 8.

1. Έν περιπτώσει έλλείψεως ή καλύψεως καθηγητού ή διδασκάλου τινός κατά τας εξετάσεις, ή εξέτασις ανατίθεται υπό του Διευθυντού εις άλλον καθηγητήν ή διδασκάλον της σχολής.

2. Περί της ως άνω άνεργείας του ό Διευθυντής υποχρεούται να άναφέρη εις το Υπουργείον.

Άρθρον 9.

1. Ο Διευθυντής προέστανται εν γένει της σχολής και είδικώς του γραφείου αυτής, άλληλογραφών εν όνόματι αυτής μετά δημοσίαν άρχών και ιδιωτών.

2. Ο Διευθυντής εν τώ έργω τούτω βοηθείται υπό του υποδιευθυντού, εις όν δύναται ούτος να αναθέτη την έκτέλεσιν υπό τας όδηγίας του μέρους των ως άνω καθηγόντων αυτών.

3. Έν περιπτώσει έλλείψεως, άπουσίας ή καλύψεως του Διευθυντού και υποδιευθυντού, την διδασκαλίαν της σχολής προσωρινώς αναλαμβάνει τών αρχαιότερων των καθηγητών.

4. Καθήκοντα γραμματέως της σχολής έκτελεί ό διδασκालος της καλλιγραφίας ή της γυμναστικής, όριζόμενος υπό του Διευθυντού. Εξαιρετικώς ό Διευθυντής δύναται να αναθέτη τα καθήκοντα ταύτα εις καθηγητήν της σχολής προσωρινώς ή και διαρκώς. Έν τη τελευταία περιπτώσει απαιτείται ή έγκρισις του Υπουργείου.

5. Κατά τας έργασίμους ώρας της σχολής όφείλει να είναι παρών εν αύτῃ ό Διευθυντής ή ό υποδιευθυντής της σχολής, έκάτερος κατά τό ήμισυ.

Άρθρον 10.

1. Αί έγγραφαι των μαθητών των έμπορικών σχολών ένεργούνται έντός του μηνός Σεπτεμβρίου. Οι εξέστασθέντες ύμεις επί τη βάσει της διατάξεως του άρθρου 11 § 4 δικαιούνται να έγγραφώσι μέχρι της 15 Οκτωβρίου.

2. Ο Υπουργός της Εθνικής Οικονομίας δύναται και μετά την πάροδον της προθεσμίας ταύτης να επιτρέπη την έγγραφην μέχρι της 15 Οκτωβρίου.

Άρθρον 11.

1. Αί εξέτασεις των έμπορικών σχολών διακρίνονται εις εισιτηρίου, κατατακτήριους, άπολυτηρίου και συμπληρωματικούς.

2. Τούτων αι μὲν εισιτηρια και κατατακτήρια ένεργούνται έντός των δύο πρώτων δεκαημέρων του μηνός Σεπτεμβρίου, αι δέ άπολυτηρια κατά Ιούνιον, όριζόμενης της άνάγκης δι' ύπουργικής διαταγής, προτάσει του Διευθυντού, και τέλος αι συμπληρωματικά έντός του Σεπτεμβρίου.

3. Εξαιρετικώς δια τους έν δεδικαιολογημένον καλύμματος μη προσελθόντας εις εισιτηρίον ή κατατακτήριον εξέτασιν μαθητάς έντός της άνω προθεσμίας, επιτρέπεται να παρασθῃ αὐτῇ μέχρι τέλους Σεπτεμβρίου, κατά την κρίσιν του συλλόγου των καθηγητών.

4. Ο Υπουργός της Εθνικής Οικονομίας δικαιώται και μετά την πάροδον της προθεσμίας ταύτης να επιτρέπη, έάν συντρέχη επίσης κάλυμα, την εξέτασιν μαθητών μέχρι 15 Οκτωβρίου. Παρελθούσης της προθεσμίας ταύτης πάσα εισιτηρίου ή κατατακτήριος εξέτασις άπουλείται.

Άρθρον 12.

Είς εισιτηρίον δια την πρώτην τάξιν της έμπορικῆς σχολής δικαιούνται υποβάλλονται οι εγγόντες άπολυτηρίον δημοσίον ή ιδιωτικόν έλληνικόν σχολείοι ή ένδεικτικῶν της τρίτης τάξεως

του Πρακτικού Διαικίου ή διαικισιολών Α' τάξεως της σχολικής σχολής θηλέων (Αρσενάλου).

Άρθρον 13.

1. Αι εισιτήρια εξέτασης ενεργούνται ενώπιον εξεταστικής μόνον, αποτελούμενης εκ του Διευθυντού της Σχολής και εκ του αρμόδιου καθηγητού, δικαιουμένου του Διευθυντού να όρίξη επιτηρητάς και εκ των άλλων καθηγητών ή διδασκάλων της Σχολής.

2. Εξαιρετικώς ή Υπουργός δύναται να καταρτίσθ την επιτροπήν και εξ άλλων καθηγητών της αΐτης ή άλλων σχολών.

Άρθρον 14.

1. Η εισιτήριος εις τας σχολάς δοκιμασία γίνεται γραπτώς μόνον επί των διδασκόμενων εν τοις ελληνικαίς σχολαίς ή ελληνικών (α') ερωτηραία διδόντων άρχαίον ή νεωλλογικόν κείμενον, β') ζήτημα γραμματικής, και γ') έκθεσις ίδιον και μαθηματικών (τριών ζητημάτων εκ της έλης άριθμητικής της διδασκουμένης εν τοις ελληνικαίς σχολαίς, εξ όν λόγων υποχρεωτικώς να δύο).

2. Τα ός άνω ζητήματα των τε ελληνικών και μαθηματικών ενεργούνται υπό του διευθυντού της σχολής.

3. Βαθμός έκαστου των μαθημάτων τούτων λαμβάνεται ό μέσος όρος των δύο βαθμών των εξέτασεων.

4. Οι κατά την δοκιμασίαν ταύτην λαμβάνοντες εις έν εκ των ός άνω μαθημάτων βαθμούν κατώτερον του πλήρους ή άπορριπτόμενου.

5. Όλικός βαθμός των επιτυγχανόντων εινε ό μέσος όρος των επί των δύο ός άνω μαθημάτων βαθμών, λαμβανόμενων ός συντελεστών του μόν 4 διά τα Έλληνικά, του 3 δέ διά τα μαθηματικά. Τα αλάματα λαμβάνονται υπ όψιν.

6. Οι επιτυγχάνοντες εισέρχονται εις την σχολήν κατά σειράν επιτυχίας μέχρι συμπληρώσεως του όρισθέντος κατά το κατωτέρω άρθρον 15 αριθμού εισακτέων. Επί μαθητών τυγχόντων ίσου βαθμού ενεργείται κλήρωσις.

7. Οι επιτυχόντες και μη δυνάμενοι να εισαχθώσιν εις την σχολήν λόγω συμπληρώσεως αριθμού εισακτέων δύναται να έγγραφώσιν εις έτεραν σχολήν του Κράτους, εξ όσων εν αύτ ήν συνεπληρώθη ό αριθμός των εισακτέων.

Άρθρον 15.

1. Ο αριθμός των εισακτέων κατ' έτος εις έκαστην σχολήν μαθητών όρίζεται πρό της άναρρώσεως των εισιτηρίων εξέτασεων άναλόγησ υπό χώρου του οικήματος της σχολής υπό του συλλόγου των καθηγητών διά τήν όριστική άποράσεως του ήτοι-λογημένης. Διά τήν άπόρσιν ταύτην λαμβάνεται υπ όψιν ό πιπλούς αριθμός των μελλόντων να εισήχθωσιν εις τήν πρώτην τάξει παλαιών μαθητών και ότι ό αριθμός των μαθητών έκά-σπου τμήματος δέν πρέπει να υπερβαίη τους 45.

2. Αντίγραφοι της άποράσεως ταύτης υποκαλλάται εις την σχολήν και υποβάλλεται εις τήν Ήπουρησίον.

3. Οι έν των ιδιωτικών άνεγνωριστέων ή μη έμπορικόν σχολών μαθηταί γίνονται δεκτοί εις τας δημοσίας έμπορικαίς σχολάς εξ όσων υπάρχει χώρος κατά την κρίσιν του συλλόγου των καθηγητών, άπορριπτόμενοι όριτικώς. Έν περιπτώσει πολλών υποψηφίων προτιμώνται οι προερχόμενοι εκ μη άνεγνωριστέων σχολών και εκ τούτων οι άνωριστερον υποβάλλοντες σχετικώς αίτήσεις.

Άρθρον 16.

Τα γραπτά πάσης έγγράφου εξέτασεως γίνονται επί φύλ-λων χάρτου φερόντων προσωπικά μόνον τεμάχιον άδείαζαντός χάρτου προς κάλυψιν του όνόματός του εξέταζομένου.

Άρθρον 17.

1. Εις κατατακτικούς εξετάσεις έν δημοσίαις έμπορικαίς

σχολήν γίνονται δεκτοί οι φέροντες άνδεικτικόν τάξεως τινος ιδιωτικής έμπορικής σχολής όματώσους και έχούσας το αυτό πρός τας δημοσίας έμπορικαίς σχολάς πρόγραμμα μαθημάτων ή οι φέροντες άνδεικτικόν όματώσους μόν ιδιωτικής έμπορικ-κής σχολής έχούσας διάφορον πρόγραμμα, προσέτι δι έγκυρα πιστοποιητικά, ότι έδιδάχθησαν παρ' άρμοδίων καθηγητών τά επί πλέον διδασκόμενα μαθήματα έν τή δημοσίαις έμπορική σχολή.

2. Εξαιρετικώς επιτρέπεται να ύποστούν τοιαύτην εξέτα-σιν μόνον κατά τά σχολικά έτη 1920—1921 και 1921—1922 και έκείνοι εκ των μαθητών ιδιωτικών έμπορικων σχολών, όστινες εν τώ προεσάφω παρελθόντι διήκουσαν μαθήματα επί έν τουλάχιστον σχολικόν έτος έν ιδιωτική έμπορική σχολή σύχ καθ' όλα συμφωνούς πρός τας ισχυρούσας διατάξεις επί των έμπορικων σχολών. Οι τοιούτοι όρελκίον εις τας προσαγγε-γωσι προς τούτο α') πιστοποιητικόν ότι έχουσιν άπολυθή εξ έλληνικού σχολείου ή εινε κάτοχον τίτλου σπουδών ίσοδυνάμου ή και άνωτέρου και β') άνδεικτικόν ή πιστοποιητικόν έμφάν-ου, ότι έφορτήσαν επί δύο τουλάχιστον έ-η έν ιδιωτική έμπο-ρική σχολή όματώσας εύδοκίμως.

3. Πάντες οι των άνω κατηγοριών κατατάσσονται, μετά προσηγορίην και γραπτήν εξέτασιν, εις όσαν τάξιν κρίνην ή-τούς άξιους ή σύλλογος των καθηγητών της σχολής, τωρο-μένον κατά τας εξετάσεις ταύτας των έν άρθρω 20 όριζομέ-νων. Δέν δύναται όμως να καταταχθώσιν εις τάξιν άνωτέ-ραν της εις ήν προήχθησαν εν τή ιδιωτική σχολή τάξεως.

4. Μαθηταί φέροντες άνδεικτικόν δημοσίαις ή άνεγνωριστέ-ων γυμνασίον δύναται να καταταχθώσιν εις μίαν των πρώ-των πρώτων τάξεων της έμπορικής σχολής, δι' ήν θέλει κρί-νει αυτός άξιους ή σύλλογος των καθηγητών μετά προηγου-μένη γραπτήν και προφορικήν δοκιμασίαν επί πάντων των μαθημάτων δέν διδασκόμενων έν τας προσηγομένας της έν ή αίτούσι να καταταχθώσιν τάξεως. Δέν δύναται όμως να καταταχθώσιν εις τάξιν άνωτέραν της έσομένης της έν ή έφορτήσαν εν τώ τετρατάξι γυμνασίω τάξεως.

Άρθρον 18.

1. Πάντες οι μαθηταί των έμπορικων σχολών κατά την διάρκεια του σχολικού έτους υποβάλλονται έντός της προφο-ρικής και εις γραπτήν εξέτασιν επί πάντων των μαθημάτων.

2. Η γραπτή εξέτασις γίνεται υποχρεωτικώς τετράκις του έτους και εις το τέλος έκάστου διμήνου, το πρώτου δι-μήνου άρχομένου την 1' Οκτωβρίου, κατ' άν κατωτέρω τρόπου.

α') Εις το τέλος του πρώτου διμήνου οι μαθηταί εξέτα-ζονται επί της διαχθελικής κατ' αυτό ύλης, εις δέ το τέλος των λοιπών διμήνων εξέταζονται έντός της έν έκαστω τού-των διαχθελικής ύλης και επί της ύλης του άμέσως προηγου-μένου διμήνου.

β') Κατά την δοκιμασίαν ταύτην εις τούς μαθητάς δίδον-ται δύο θέματα, έν έκαστον περιέχει δύο ζητήματα και έν των δύο διμήνων και εξ έν υποχρεούνται ούτοι να πραγματευσθ: το έν.

3. Πόν τρόπον της διεξαγωγής των κατά διμήνον γρα-πτών εξέτασεων κανονίζει ό σύλλογος των καθηγητών, δικα-ιόμενος να διακρίβη τά μαθήματα διά την προετοιμασίαν των μαθητών μέχρι 3 ήμερών.

4. Οι άποσπόντες ένεκα δικαιολογημένης αίτίας ένός ή περισσοτέρων γραπτών δοκιμασιών των πρώτων πρώτων διμή-νων εξέταζονται βραδύτερον. Επίσης οι ένεκα δικαιολογη-μένης αίτίας άποσπόντες της γραπτής δοκιμασίας του ίου δι-μήνου παρακείμενοι εις εξέτασιν κατά Σεπτέμβριον. Αι δι-καιολογία ούτοι κληρονομία υπό του συλλόγου.

5. Αι εις το τέλος του σχολικού έτους γενικά εξέτασεις προκαίμενοι περί προαγωγής των μαθητών καταργούνται.

διατηρούμενα μόνον ὡς πρὸς τοὺς ἀπολυομένους μαθητάς, εἰς δὲ αὐτὰ γραπτὰ μόνον ἐπὶ πάντων τῶν μαθημάτων.

Ἄρθρον 19.

1. Ἡ ικανότης τῶν μαθητῶν προκαίμενων περὶ προαγωγῆς αὐτῶν κρίνεται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς βαθμολογίας τῶν ἐν τῇ τῷ γραπτῇ καὶ προφορικῇ ἐξετάσει αὐτῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ σχολικοῦ ἔτους.

2. Ὡς βαθμὸς ἐκάστου διμήνου λαμβάνεται ὁ μέσος ὅρος τῶν βαθμῶν τῆς προφορικῆς καὶ γραπτῆς ἐξέτασεως. Ὡς τελικὸς δὲ βαθμὸς ἐν ἐκάστῳ μαθητῇ λαμβάνεται ὁ μέσος ὅρος τῶν βαθμῶν τῶν τεσσάρων διμήνων.

3. Οἱ βαθμοὶ τῶν προφορικῶν παραδίδονται εἰς τὴν διευθυντὴν πρὸ τῆς ἀποκαλύψεως τῶν γραπτῶν. Ὁ μέσος ὅρος ἐκάστου διμήνου καταχωρεῖται ἀμέσως εἰς τὸν εἰδικὸν ἐπισχῆρον καὶ υπογράφεται ὑπὸ τοῦ ἀρμοδίου καθηγητοῦ.

4. Ἡ ικανότης τῶν μαθητῶν, προκαίμενων περὶ ἀπολύσεως αὐτῶν κρίνεται καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν γενικῶν ἐξετάσεων εἰς πάντα τὰ μαθήματα. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ὡς τελικὸς βαθμὸς ἐν ἐκάστῳ μαθητῇ λαμβάνεται ὁ μέσος ὅρος τῶν τριῶν βαθμῶν, α') τοῦ μέσου ὁροῦ τῶν πρώτων δύο διμήνων, β') τοῦ μέσου ὁρου τοῦ τρίτου καὶ τεταρτοῦ διμήνου, καὶ γ') τοῦ βαθμοῦ τῶν γενικῶν ἐξετάσεων. Ἐπὶ τῶν μαθητῶν τούτων παραλείπεται ἡ γραπτὴ ἐξέτασις τοῦ τεταρτοῦ διμήνου.

5. Ἡ διακοπὴ τῶν μαθημάτων τῆς 4ης τάξεως γίνεται τὴν 20 Μαΐου, τῶν δὲ λοιπῶν τάξεων τὴν 25 Μαΐου.

6. Τὸ κλασικὸν μέρος τοῦ μὲν μέσου ὁρου ἐκάστου διμήνου ἡ τετραμηνίαν καὶ ἐξετάσεων προκαίμενων περὶ ἀπολύσεως λαμβάνεται ὡς ὅλην, τοῦ δὲ μέσου ὁρου πάντων τῶν διμήνων δὲ εἰς μικρότερον τοῦ ἡμίσεος τῆς ἀνεκρίτως μονάδος παραλείπεται, ἀν δὲ ἥμισυ τῆς μεγαλύτερου τοῦ ἡμίσεος αὐξάνεται τὸ ἀνεκρίτως μέρος κατὰ μονάδα.

7. Τὰ γραπτὰ τῶν δοκιμασιῶν καὶ ἐξετάσεων φυλάσσονται μῆρας τοῦ Ὀκτωβρίου τοῦ ἐπομένου σχολικοῦ ἔτους.

Ἄρθρον 20.

1. Διὰ τὴν ἐπιτυχίαν τῶν μαθητῶν ἀπαιτεῖται τελικὸς βαθμὸς εἰς μὲν τὰ Ἑλληνικά, μαθηματικά, ἐμπορικὰ καὶ γαλικά, τοῦλάχιστον 6, εἰς δὲ τὰ λοιπὰ μαθήματα τοῦλάχιστον 5.

2. Οἱ ὑπολείποντες εἰς δύο τὸ πολὺ μαθήματα τοῦ ὅπου ὑπολείποντες βαθμοῦ παραπέμπονται εἰς συμπληρωματικὴν ἐξέτασιν εἰς τὰ μαθήματα ταῦτα κατὰ Σεπτέμβριον.

3. Οἱ λαβόντες ὅμως εἰς δύο ἢ τὸν πρῶτον βαθμὸν μαθημάτων βαθμὸν κάτω τοῦ 5 ἀπορρίπτονται.

Ἄρθρον 21.

1. Μαθητὰς σημειώσαντες κατὰ τὸ ἐτήσιον διάστημα τῶν μαθημάτων ἐν συνόλῳ ὑπὲρ τῆς 200 ὁρίαντος ἀπουσίας παραπέμπονται εἰς ἐξέτασιν κατὰ Σεπτέμβριον.

2. Μαθητὰς σημειώσαντες ἐν μαθηματικῇ τινὶ ἀπουσίας πλεον τοῦ 1/3 τῶν ὡρῶν, καθ' ἃς ἐγένετο πρόγραμμα διδασκαλίας τοῦ μαθήματος τούτου, υποχρεοῦνται νὰ ἐπανεξετασθῶσιν εἰς τὸ μάθημα τοῦτο κατὰ Σεπτέμβριον.

3. Μαθητὰς σημειώσαντες ὀλιγοτέρας τῶν κατὰ τὰ προηγούμενα ἐδάγια ἀπουσιῶν δύνανται νὰ παραπεμφθῶσιν εἰς συμπληρωματικὴν ἐξέτασιν κατὰ Σεπτέμβριον, εἴτε ὀλίγην εἴτε μερικὴν ὑπὸ τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν, ἔαν κατὰ τὴν κρίσιν αὐτοῦ αἱ γενόμεναι ἀπουσίαι δὲν δικαιολογῶνται.

4. Ὁ σύλλογος κατὰ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς δικαιολογίας τῶν ἀπουσιῶν λαμβάνει ὑπ' ὄψιν καὶ τὴν κατὰ τὸν παρελθόν ἐπιμέλειαν καὶ ἐπίδοσιν τῶν ἀπουσιάζοντος μαθητοῦ ὡς καὶ τὸ δύνασθαι τῆς περαιτέρω εὐδοκίμησιν αὐτοῦ, εἰς τὰ μαθήματα ἀπουσιάζον.

Ἄρθρον 22.

Ἐκ τῶν μὴ προσελθόντων εἰς τὰς κατὰ Ἰούλιον ἐξετάσεις ἐπὶ ἀπολύσει μόνον οἱ δικαιολογησάντες ἀπαρκῶς καὶ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐξετάσεων ἡ κατ' αὐτάς τὴν μὴ προσέλυσιν ταύτην, ἐπιτρέπεται νὰ ἐξετασθῶσι κατὰ Σεπτέμβριον ἀποφασίᾳ τοῦ συλλόγου.

Ἄρθρον 23.

Αἱ συμπληρωματικαὶ κατὰ Σεπτέμβριον ἐξετάσεις, καθολικαὶ ἢ μερικαί, γίνονται ἐπὶ προαγωγῇ ἢ ἀπολύσει. Ἐνταῦθα δὲ γραπτὰς μόνον ἐπὶ πάσης τῆς ὕλης τῆς διδασχέως κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ σχολικοῦ ἔτους τοῦ μαθήματος ἢ τῶν μαθημάτων εἰς ἃ παρεμύθησαν. Πρὸς ἐξαγωγήν τοῦ ἀποτελέσματος ὡς τελικὸς βαθμὸς ἐν ἐκάστῳ μαθητῇ λαμβάνεται ὁ μέσος ὅρος τοῦ βαθμοῦ ἐκτελέσεως τοῦ σχολικοῦ ἔτους ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ βαθμοῦ τῆς συμπληρωματικῆς ἐξέτασεως ἀφ' ἑτέρου.

Ἄρθρον 24.

1. Οἱ ἀπορριπτόμενοι ἐξ εἰστηρίων ἐξετάσεων γυμνασίου μαθητὰς γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς εἰστηρίους ἐξετάσεις ἐμπορικῆς σχολῆς.

2. Οἱ ἀπορριπτόμενοι δ' ἐκ τῶν εἰστηρίων ἐξετάσεων ἐμπορικῆς σχολῆς γίνονται δεκτοὶ εἰς εἰστηρίαν δοκιμασίαν ἐμπορικῆς σχολῆς κατὰ τὸ ἐπόμενον σχολικὸν ἔτος.

Ἄρθρον 25.

1. Τὰ πιστοποιητικά τῶν ἐκ δημοσίου ἢ ἰδιωτικοῦ ἑλληνικοῦ σχολείου προσελθόντων εἰς εἰστηρίαν δοκιμασίαν καὶ ἀπορριπθέντων μαθητῶν ἀνυρῶνται ὑπὸ τὸν διευθυντὸν τῆς ἐμπορικῆς σχολῆς ἐν ἣ ὅπου ἐξετάσθησαν καὶ κατατίθενται εἰς τὰ ἀρχεῖα αὐτῆς.

2. Διὰ τὴν μὴ ἐκδοθῆσιν δὲ νέα πιστοποιητικά ὑπὸ τῶν σχολείων, ἐξ ὧν προέρχονται οἱ ἀπορριπθέντες μαθηταί, ὁ διευθυντὴς τῆς ἐμπορικῆς σχολῆς καθιστᾷ γνωστὸν τὸ ἀποτέλεσμα τούτου ἐν ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα ταῦτα.

3. Ἄν ζητηθῇ ὑπὸ μαθητοῦ ἀπορριπθέντος τὸ πιστοποιητικὸν αὐτοῦ τῷ παρέχεται μόνον ἀντίγραφον τούτου, μετὰ μνείας περὶ τῆς γενεμένης ἀκυρώσεως καὶ τοῦ λόγου αὐτῆς.

Ἄρθρον 26.

1. Οἱ ἐπιτυχάνοντες εἰς τὰς εἰστηρίους ἐξετάσεις σχολῆς τινος δὲν δύνανται νὰ ἐγγραφῶσιν ἢ μεταεγγραφῶσιν εἰς ἄλλην σχολὴν, ἂν δὲν προσαγγίξωσι πιστοποιητικὸν τοῦ διευθυντοῦ τῆς ἐμπορικῆς σχολῆς εἰς ἣν ἐξετάσθησαν ὅτι ἡ ἐγγραφή ἢ μεταεγγραφή ἐπιβάλλεται δι' οὐσίαις λόγους κρινόμενους ὑπὸ τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν.

2. Οἱ προερχόμενοι ἐκ τινος ἐμπορικῆς σχολῆς μαθηταί καὶ φέροντες ἀνδείκνυναι προαγωγῆς ἢ ἀποδεικνύναι ἀπορρίψεως, ἐγγράφονται ἢ μεταεγγραφονται εἰς ἄλλην ἐμπορικὴν σχολὴν ἂν κατὰ πιστοποιητικὸν τοῦ διευθυντοῦ τῆς ἐμπορικῆς σχολῆς εἰς ἣν ἐφοίτησαν ἐπιβάλλεται ἡ ἐγγραφή ἢ μεταεγγραφή εἰς ἄλλην σχολὴν ἐκ λόγων οὐσίαις κρινόμενων ὑπὸ τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν.

Ἄρθρον 27.

Τὰ πιστοποιητικά σπουδῆς τῶν ἰδιωτικῶν ἐμπορικῶν σχολῶν τῆς ἡμεδαπῆς παρέχονται πιστὴν μόνον, ἂν ὅσι προσεπικυρωμένα ὑπὸ τοῦ οἰκείου Γενικοῦ Ἐπιθεωρητοῦ τῶν ἐπιθεωρητῶν τῆς ἐμπορικῆς ἐκπαιδεύσεως, τῶν δὲ σχολῶν τῆς ἀλλοδαπῆς ἀνεγνωρισμένων ἢ μὴ, ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας Ἑλληνικῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

*Άρθρον 28.

«Έγκυρα πιστοποιητικά κατ' οίκον γενομένης εν τῇ ἡμετέρῃ διδασκαλίᾳ μαθητῶν, οἱ οποίοι θέλουν νὰ υποστώσι τὴν κατεστημένην δοκιμασίαν, θεωροῦνται τὰ ἐμφαινόμενα ὅτι ἡ κατ' οίκον διδασκαλία ὑπὸ ἀρabicῶν καθηγητῶν καὶ κατὰ τὸν χρόνον καὶ κατὰ τὸ πλῆθος καὶ κατὰ τὸ ποσὸν τῶν μαθητῶν ἐγγεγραμμένη ἵσα πρὸς τὴν ἀντιστοιχοῦν ἐν δημοσίᾳ ἑμπορικῇ σχολῇ τάξιν καὶ ἐκδιδόντα ἐνόςκαι ἐνάκιον ἑτηρηνοδιδασκίου δημοσίου συνεδριάζοντα. Τὰ δὲ πιστοποιητικά τῆς κατ' οίκον ἐν τῇ ἀλλοδαπῇ διδασκαλίᾳ εἰσὶν ἔγκυρα ἂν ὅτι κεχωρημένα ὡς ἐν τῷ άρθρῳ 27.

*Άρθρον 29.

Μαθητὴς ἐν ἰδιωτικῇ ἑμπορικῇ σχολῇ ἢ κατ' οίκον διδασκθεὶς δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἐξετασθῇ ἐν δημοσίᾳ ἑμπορικῇ σχολῇ ὑπὸ τοῦ διδασκόντος αὐτοῦ.

*Άρθρον 30.

Μαθητὴς ἑμπορικῆς σχολῆς προάγεται ἡ ἀπολύεται μόνον ὑπὸ τοῦ ἐκπαιδευτηρίου ἐν τῷ ὑποκείμενῳ τελευταίῳ ἐξαίτημα.

*Άρθρον 31.

Πρὸς βαθμολογίαν τῆς ἱκανότητος τῶν μαθητῶν χρησιμεύουσιν οἱ βαθμοὶ ἀπὸ 0 ὥς 10, οἵτινες δηλοῦνται αὐτῇ ὡς ἑξῆς :

τὸ 0	=	κακῶς
τὸ 1-2	=	μετριώτατα
τὸ 3-4	=	μετριῶς
τὸ 5	=	σχεδὸν καλῶς
τὸ 6-7	=	καλῶς
τὸ 8-9	=	λίαν καλῶς
τὸ 10	=	ἀρίστα.

*Άρθρον 32.

1. Ἡ διαγραφή χαρακτηρίζεται ὡς ἑξῆς : Κοσμητάτης, κοσμία, καλὴ, σχεδὸν καλὴ, ἀξιόμακτος, κακή.
2. Οἱ ἔχοντες κακήν διαγωγήν δὲν δύναται νὰ φοιτήσῃ ἐν τῇ αὐτῇ σχολῇ.

*Άρθρον 33.

1. Κατὰ τὸ τέλος ἐκάστου διμήνου ἡ Διεύθυνσις τῆς ἑμπορικῆς Σχολῆς διαφέρει τοῖς μαθηταῖς ἐλέγχους πρὸς τοὺς διδασκόντας, ἐμφαινόμενος τοὺς μόνους βαθμοὺς (διὰ τῶν λέξεων «ἀρίστα», «λίαν καλῶς» κλπ.), ὧν ἐκάστος μαθητὴς ἔνυμον εἰς τὰ διάφορα μαθήματα, τὰς σημειωθείσας ὥρειας ἀπουσίας εἰς ἐκάστον μάθημα κατὰ τὸ διάστημα τοῦ διαρροῦσαντος διμήνου, τὸν βαθμὸν τῆς διαγωγῆς αὐτοῦ καὶ πᾶσαν ἄλλην τυχόν ἐνδιαφέρουσαν παρατήρησιν.

2. Ἡ ἐκάστος μαθητὴς ὀφείλει νὰ ἐπιστρέφῃ ἐντός δύο ἐβδομάδων τὸ βραδύτερον τὸν οἰκείον ἐλεγχον εἰς τὴν Διεύθυνσιν τῆς Σχολῆς, θεωρουμένην παρὰ τοὺς γονεῖς ἡ κηδεμόνας. Ἡ θεωρήσις αὕτη δηλοῦται διὰ τῆς υπογραφῆς ἐν τῷ οἰκείῳ τῷ γονεῖς ἡ κηδεμόνος προσκλήσει χρόνολογημένης.

3. Μαθητὴς μὴ ἐπιστρέψας ἐντός τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας τὸν ἐλεγχον θεωρουμένην ἀπολείπεται τῆς περαιτέρω φοιτήσεως εἰς τὴν Σχολὴν.

*Άρθρον 34.

1. Ἀρκατοὶ γίνονται δεκτοὶ εἰς δημοσίαν ἑμπορικὴν Σχολὴν ἐπ' ὅσον ἐνέπρεπει τοῦτο ὁ χώρος τῆς Σχολῆς καὶ ὁ ἀριθμὸς τῶν τακτικῶν μαθητῶν καὶ δὲν διατρεπόμενοι διὰ τῆς παραδοχῆς τῶν ἀρκατῶν ἡ τακτικῆς διδασκαλίᾳ τῆς σχολῆς

2. Περὶ τῆς παραδοχῆς ἡ μὴ ἀρκατῶν ὑπὸ τοῦς ἐκτεθέντας βροῦς καὶ περὶ τοῦ ἀριθμοῦ αὐτῶν ἀποφαίνεται ὁ σύλλογος τῶν καθηγητῶν.

3. Οἱ ἀρκατοὶ ἐγγράφονται ἐν ἰδιωτέρῳ μητρώῳ. Ἐν περὶ αὐτοῦ ἀνελλιπούς φοιτητικῆς τῶν λαμβάνοντων οὗτοι κατὰ τὴν ἀποχώρησιν τὸν ἐκ τῆς σχολῆς, εἰς ἐπιθυμῶσι τοῦτο, ἀπλῶς ἀποδέξιν ἐκτακτικῶς τὸν χρόνον τῆς φοιτητικῆς τῶν καὶ τὰ μαθήματα, ὧν τὴν διδασκαλίαν παρεκολούθησαν.

4. Ὁ ἀρκατοὶ ὅστις, ὅπου ἀποχωρῶντος λόγῳ, ἀπουσιάζει συγγένειά ἡ ἐπιτεχνία ἐν γένει συμπερίφορῶν ἀνδραμοστον, ἀπολείπεται τῆς περαιτέρω φοιτητικῆς μετ' ἀποδοχῆς τοῦ καθηγητικῶν συλλόγου.

*Άρθρον 35.

1. Περὶ πάντας ἀντικειμένων, περὶ οὓς δὲν λαμβάνεται πρόνοια ἐν τῷ διατάγματι τοῦτο ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐξετάσεις καὶ τὴν ἐσωτερικὴν λειτουργίαν ἐν γένει τῶν σχολῶν, ἰσχύουσιν οἱ ἀνόλογοι περὶ γυμνασίων διατάξεις, ἐπ' ὅσον δὲν ἀντικεινται εἰς τὸν ἐκτὸν ὀργανισμόν τῶν ἑμπορικῶν Σχολῶν καὶ τὸ διότιον αὐτὰς σύστημα.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας, ἀποφαίνεται τὸ Ὑπουργεῖον τῆς Ἑθνικῆς Οἰκονομίας.

*Άρθρον 36.

«Ὅταν ὁ ἀριθμὸς τῶν μαθητῶν» μίᾳ τάξεως ὑπερβαίῃ τοὺς 35, ἡ τάξις αὕτη δύναται, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ, εἶτε δι' ἑλὰ τὰ μαθήματα, εἶτε διὰ τινα τούτων, νὰ διαιρεθῇ εἰς δύο τμήματα, ὅταν ὑπερβαίῃ τοὺς 70 εἰς τρία τμήματα καὶ οὕτω καὶ ἑξῆς.

*Άρθρον 37.

1. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 4 ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν παρ. 6 τοῦ νόμου 2261 ὁριζόμενον ἐπίδομα διὰ τοὺς προσωρινῶς καθηγητάς, τοὺς διοριζομένους κατὰ τὸ ἄρθρον 10 τοῦ αὐτοῦ νόμου, δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς 600 δραχμὰς μηνιαίως 5-ταν αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ἐδδομαδιαίαι ὥραι δὲν ὑπερβαίνουσι τὰς 18. Δι' ἐκτάκην δὲ τῶν κλίον τῶν ἀριθμῶν τούτων ὥρων δικαιουμένην προσθέτου ἐπιδόματος, ὁριζόμενον κατὰ τὴν κατωτέρω 7 παράγραφον.

2. Τὸ κατὰ τὰς αὐτὰς ὡς ἄνω διατάξεις ἐπίδομα διὰ τοὺς προσωρινῶς διδασκάλους δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς 400 δραχμ. μηνιαίως 5-ταν αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ὥραι δὲν ὑπερβαίνουσι τὰς 18. Δι' ἐκτάκην δὲ τῶν ἐπὶ πλέον ὥρων δικαιουμένην προσθέτου ἐπιδόματος, ὁριζόμενον κατὰ τὴν κατωτέρω 8 παράγραφον.

3. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 4 τοῦ νόμου 2261 μηνιαῖον ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων καθηγητῶν, ὅταν οὗτοι εἴνε δημοτοὶ ὑπάλληλοι, ὁρίζεται ὑπολογιζομένης ἐκάστης ἐβδομαδιαίας ὥρας πρὸς 30 δραχμ., ἐπ' ὅσον αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ὥραι δὲν ὑπερβαίνουσι τὰς 4. Ἐάν δὲ ὑπερβαίνουσι τὸν ἀριθμὸν τούτων, ὑπολογίζεται πρὸς 25 δραχμὰς.

4. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 5 τοῦ αὐτοῦ ὡς ἄνω νόμου μηνιαῖον ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων διδασκάλων ὁρίζεται ὑπολογιζομένης ἐκάστης ἐβδομαδιαίας ὥρας πρὸς 30 δραχμ., ἐπ' ὅσον αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ὥραι δὲν ὑπερβαίνουσι τὰς 4. Ἐάν δὲ ὑπερβαίνουσι τὸν ἀριθμὸν τούτων, ὑπολογίζεται πρὸς 25 δραχμὰς.

5. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 4 τοῦ αὐτοῦ νόμου ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων καθηγητῶν, ὅταν οὗτοι εἴνε ἰδιῶται ἢ δικηγοροὶ, ὁρίζεται ὡς ἑξῆς :

Ἐκάστη τῶν πρώτων 8 ὥρων ὑπολογίζεται πρὸς 40 δραχμ., ἐκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 30 δραχμ.

6. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 5 τοῦ αὐτοῦ νόμου ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων διδασκάλων, ὅταν οὗτοι εἴνε ἰδιῶται ἢ σχολικοὶ ἱεροὶ, ὁρίζεται ὡς ἑξῆς :

Ἐκάστη τῶν πρώτων 8 ὥρων ὑπολογίζεται πρὸς 30 δραχμ., ἐκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 20 δραχμ.

7. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 3 § 6 τοῦ αὐτοῦ νόμου ἐπίδομα τοῦ Διευθυντοῦ, ὑποδιευθυντοῦ καὶ τακτικῶν καθηγητῶν τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν ὀρίζεται ὡς ἑξῆς: Ἐκάστη τῶν πρώτων 4 ὥρων ὑπολογίζεται πρὸς 30 δραχ., ἑκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 20 δραχ.

8. Τὸ κατὰ τὰς αὐτὰς ὡς ἂν διατάξεις ἐπίδομα τῶν τακτικῶν διδασκάλων τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν ὀρίζεται ὡς ἑξῆς: Ἐκάστη τῶν πρώτων 6 ὥρων ὑπολογίζεται πρὸς 20 δραχμάς, ἑκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 15 δραχμάς.

Ἄρθρον 38.

1. Ἐκ τοῦ Β. διατάγματος τῆς 31 Ὀκτωβρίου 1919 περὶ ἐπιτελέσεως τοῦ νόμου «ΒαζΑ' τοῦ 1903» καταργοῦνται τὰ ἄρθρα 1—36, 73, 74, 82 καὶ 84.

2. Ἐπίσης καταργεῖται ὁλόκληρον τὸ Β. Διάταγμα τῆς 16 Αὐγούστου 1920 περὶ ἐπιτελέσεως τοῦ νόμου 22610.

3. Διατηροῦνται ὅμως ἐν ἰσχύϊ αἱ ὡς ἂν καταργούμεναι διατάξεις εἰδικῶς δὲ διὰ τὸς μολύντας τοὺς μέλλοντας νὰ ὑποστοῖσι συμπληρωματικὰς ἐξετάσεις κατὰ Σεπτέμβριον 1921.

4. Ἡ ἰσχὺς τοῦ διατάγματος τούτου ἀρχεῖται ἀπὸ 1 Σεπτεμβρίου 1921.

Εἰς τὸν αὐτὸν Ἰπουργὸν ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκδόσιν τοῦ παρόντος διατάγματος.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 15 Αὐγούστου 1921.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Οἰκονομίας Ἰπουργὸς
Ι. Α. Πάλλης

(3)

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ περὶ ἐμπορίας τῶν χημικῶν λιπασμάτων Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὸ ἄρθρον 9 τοῦ νόμου 527 περὶ ἐμπορίας τῶν χημικῶν λιπασμάτων καὶ τὸν νόμον 1274 τοῦ 1918, προτάσει τοῦ ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ἰπουργοῦ, μετὰ γνωμοδότησιν τοῦ παρὰ τῷ αὐτῷ Ἰπουργεῖοι Γεωργικῷ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαι καὶ διατάσσαι:

Ἄρθρον 1.

Εἰς τὸ τέλος τῆς τελευταίας παραγράφου τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915 περὶ ἐμπορίας χημικῶν λιπασμάτων προστίθεται:

«Ἀπαγορεύεται ἐπίσης ἡ ἀνάμιξις ὕδων περιεχοσῶν ἀδιάλυτον εἰς ὕδωρ ἢ τοῦλάχιστον εἰς μικρὸν δόλωμα φθοροκινίνης ὡς μετὰ ἀξιοπονητῶν ἢ καὶ καλοῦσιν λιπασμάτων, ἐπὶ σκοπῷ παρασκευῆς συνθέτων (μικτῶν) τοιούτων.»

Ἄρθρον 2.

Τὸ ἄρθρον 7 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915 τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς:

1. Ὁ ἀγοραστὴς χημικῶν λιπασμάτων, ἐφ' ὅσον τὸ ἀγορασθὲν πᾶν εἶναι ἄνωτερον τῶν 50 χιλιγράμμων, δικαιούσται κατὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ λιπασματος νὰ ζητήσῃ παρ' οἰουδήποτε γεωπονοικοῦ ὑπαλλήλου ἢ παρ' ἄλλου ἐκ τῶν ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τοῦ νόμου διαικτικῶν, ἀστυνομικῶν, τελωνιακῶν, ἐφοριακῶν ὑπαλλήλων τοῦ Κράτους, εἰρηνοδίκων καὶ προέδρων ἐμπορικῶν ἢ γεωργικῶν ἐπιμελητηρίων τὴν λήψιν δειγμάτων ἐνῶπιον καὶ τοῦ πωλητοῦ καὶ ἀποστολὴν αὐτῶν διὰ τοῦ Ἰπουργείου Γεωργίας εἰς Γεωπονικὸν Χημικὸν τοῦ Κράτους πρὸς ἐξελέγχειν. Ὁ

αἰτήσας τὴν δειγματοληψίαν προκατεβάλλει τὸ κανονισμὸν τέλος ἀναλύσεως. Μετὰ τῶν δειγμάτων θὰ ἀποστέλληται παρὰ τοῦ ἐνεργήσαντος τὴν δειγματοληψίαν ὑπαλλήλου καὶ τὸ παρὰ τοῦ πωλητοῦ διὰ τὸ ὑπ' ὅψιν λίπασμα παρεχόμενον ἐντυπον περιεκτικότητος.

2. Ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως τοῦ πωλητοῦ νὰ ἐπιτελέσῃ τὴν δειγματοληψίαν, ἀναφέρεται ὁ ἀγοραστὴς εἰς τὸ Ἰπουργεῖον τῆς Γεωργίας, ὅπου ζητεῖ τὴν τιμωρίαν τοῦ πωλητοῦ, κατὰ τὸ ἄρθρον 8 τοῦ νόμου 527.

3. Ὁ ἀγοραστὴς δικαιούσται, ἐφ' ὅσον διατηρεῖ ἐσφαλτισμένους τοὺς περιεχοτάς τὰ λιπάσματα σάκκους ἢ βυτία κλπ., νὰ ζητήσῃ τὴν, κατὰ τὰ ἄνωτέρω, δειγματοληψίαν καὶ ἐντός 15 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς παραλαβῆς τῶν.

Ἄρθρον 3.

Τὸ ἄρθρον 8 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς:

1. Ἡ πρὸς τὰς ὅως ἀρχὰς αἰτήσεως πρὸς δειγματοληψίαν πρέσβει νὰ γίνηται προφορικῶς μὲν ἐφ' ὅσον αὐτὴν πρὸκειται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ λιπασματος, ἐγγράφως δὲ καὶ ἐφ' ἂν τοῦ χάρτου τοῦ αἰτούντος ἀγοραστοῦ, καθορίζοντας ἐν αὐτῇ τὰ ὀνόματα καὶ τὰς διευθύνσεις αὐτοῦ τε καὶ τοῦ πωλητοῦ, ἐὰν ἡ δειγματοληψία πρὸκειται νὰ γίνῃ μετὰ τὴν παραλαβὴν.

2. Ἡ πρὸς τὸ ἐγένετο ἡ αἰτήσις ἀρχὴ ὀφείλει α') ἐὰν ἡ δειγματοληψία πρὸκειται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ λιπασματος νὰ συνοδεύσῃ τὴν αἰτήσαντα ἀγοραστήν εἰς τὸ μέρος τῆς παραλαβῆς, β') ἐὰν ἡ δειγματοληψία πρὸκειται νὰ γίνῃ μετὰ τὴν παραλαβὴν, νὰ εἰδοποιήσῃ ἀμέσως καὶ ἐγγράφως πρὸ πάντων τοῦλάχιστον ἡμερῶν ἀγοραστήν καὶ πωλητήν, προσδιορίζουσα τὸν τόπον, τὴν ἡμέραν καὶ τὴν ὥραν τῆς δειγματοληψίας, νὰ παρευθῇ κατ' αὐτὴν εἴτε αὐτοπροσώπως εἴτε δι' ἀνταπροσώπου.

3. Ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ πωλητοῦ ἢ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ, ἡ δειγματοληψία διενεργεῖται παρούσα δύο μαρτύρων γνωρίζοντων γραφῇ καὶ ἀνάγνωσιν.

4. Ἐὰν ἡ μετακίνησις τοῦ ὑπαλλήλου εἰς τὸν τόπον τῆς δειγματοληψίας ἀπαιτῇ μεταγωγὴν μέσων, ἡ πρὸς τοῦτο ἀπάνη βαρύνει τὸν αἰτούντα ἀγοραστήν.

Ἄρθρον 4.

1. Εἰς τὸ ἄρθρον 10 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος, μετὰ τὴν λέξιν «εἰσαλίδιον» προστίθεται ἡ πηλύνων δοχείον ἐσωτερικῶς βερνικομένον.»

2. Ἡ τελευταία περικοπὴ τοῦ α' ἀξ. τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου: «Τὰ εἰσαλίδια σφραγίζονται δι' ἱστανικὸν κηρὸν διὰ δύο σφραγίδων, μίαις τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ ἑτέρας τοῦ πωλητοῦ», ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς: «Τὰ εἰσαλίδια ἢ δοχεῖα σφραγίζονται δι' ἱστανικὸν κηρὸν διὰ τῆς σφραγίδος τῆς ἐνεργήσαντος τὴν δειγματοληψίαν ἀρχῆς, δυναμένων καὶ τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ τοῦ πωλητοῦ νὰ θέσωσιν ἐπὶ πᾶν καὶ τὴν ἰδιάν των σφραγίδων, ἐφ' ὅσον κέκηνται τοιαύτην.»

3. Εἰς τὸ τελευταῖον ἐδάφειον τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου μετὰ τὴν λέξιν «ἀποστέλλονται» προστίθεται «διὰ τοῦ Ἰπουργείου τῆς Γεωργίας».

Ἄρθρον 5.

Εἰς τὸν ἐν ἄρθρῳ 11 τοῦ αὐτοῦ διατάγματος ἀναγραφόμενον τύπον πρωτοκόλλου δειγματοληψίας μετὰ τὴν λέξιν «εἰσαλίδιον» προστίθεται («ἢ πηλύνων δοχείον»), ἡ περιγραφή «διὰ τῆς σφραγίδος..... παρὰ τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ τῆς σφραγίδος..... τοῦ πωλητοῦ» ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς: «διὰ τῶν σφραγίδων τῶν..... (ἀναγράφεται ἡ ἐνεργήσανσα τὴν δειγματοληψίαν ἀρχὴ καὶ τὰ ὀνόματα τοῦ πωλητοῦ καὶ τοῦ ἀγοραστοῦ, ἐφ' ὅσον καὶ αὐτοὶ ἐθεσάκιν τὰς σφραγίδας των)», ἡ δὲ

περικυβήσας ἀποσπάλισαν εἰς τὸν ἀντικαθίσταται διὰ τῆς ἀπε-
σπάλισαν διὰ τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας εἰς τὸ ἀρμόδιον.

Ἄρθρον 6.

1. Ἐν ἑξάρ. α' τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματα, μετὰ
τὴν λέξιν «ἐξαιρουμένων» προστίθεται αἰὰ τοῦ Ὑπουργείου
Γεωργίας. Ἐν ἑξάρ. β' τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου μετὰ τὴν λέξιν
«καινοποιεῖ» προστίθεται αἰὰ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας.

2. Ἐπίσης ἐν ἑξάρ. β' τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ αὐτοῦ Β. διατά-
γματα μετὰ τὴν φράσιν «τὰ δειγμάτια ἀποσπῶνται» προσ-
τίθεται αἰὰ τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας.

Ἄρθρον 7.

Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 4 ἑξάρ. γ' τοῦ νόμου 527 παρεχόμενον
ὕπερρωτικὸς παρὰ τοῦ πωλητοῦ εἰς πάντα ἀνεξαιρέτως ἀγο-
ραστὴν ποσὸν 50 χιλιογράμμων καὶ ὅπου ἐντυπον πρέπει νὰ
ἀναγράφῃ:

1) Τὴν ὀνομασίαν ὕφ' ἣν πωλεῖται τὸ λίπασμα.
2) Τὴν εἰς ἄκρον, φωσφορικὸν ὅξυ (P205) διαλυτὸν εἰς
ὕδωρ ἢ τοῦλάχιστον εἰς κικρινὸν διάλυμα καὶ καλὶ (K20)
περικυβήσας αὐτοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατὶ.

3) Τὴν χημικὴν μορφήν, ὕφ' ἣν τὰ στοιχεῖα ταῦτα ἢ μέρος
αὐτὸν εὑρίσκονται ἐν τῷ λίπασματι.

4) Τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμ-
μων, ὡς καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως ἐκάστης λιπαντικῆς μονά-
δος, ὡς ὑπελόγησε τὸ ἔργαστάσιον εἰς τὰς ἀποθήκας διὰ τὸ
λίπασμα τελείως συνεσκευασμένον πρὸς μεταφορὰν ἢ ὁ ἐν Ἑλ-
λάδι ἐμπορικὸς οἶκος εἰς τὸν πρῶτον τόπον τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ
λίπασματος εἰς τὴν Ἑλλάδα. Ἐπίσης καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως
κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμμων ἐν τῷ τόπῳ τῆς πωλήσεως,
ἐν τῇ ὁποίᾳ περιλαμβάνεται ἡ ἀρχικὴ ἀνωτέρω τιμὴ πωλήσεως,
πρὸς τὴν κατὰ τὰ ἑξῆς μεταφορὰς μέχρι τοῦ τύπου τῆς πω-
λήσεως.

5) Τὴν προέλευσιν τοῦ λίπασματος (χώραν καὶ οἶκον).
6) Τὸν βαθμὸν τῆς λειτουργικότητος τοῦ λίπασματος, ἐφ' ὅσον
πρὸκειται περὶ φωσφοροῦχον σκωρία.

7) Τὸ ποσὸν τῶν ἐν αὐτῷ τυχόν ἐπιλειθῶν οὐσιῶν.
Τὰ ἐντυπα ταῦτα καταρτίζονται κατὰ κοινὸν τύπον καθοριζό-
μενον ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας.

Ἄρθρον 8.

Ὑλαι, περιέχουσαι φωσφορικὸν ὅξυ ἀδιάλυτον εἰς ὕδωρ ἢ

τοῦλάχιστον εἰς κικρινὸν διάλυμα, δύναται νὰ πωλῶνται μόνον
ὡς ἄλλα χημικὰ λίπασματα καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον, ἵνα τὰ καταρτιζό-
μενα κατὰ κοινὸν τύπον καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τῆς
Γεωργίας ἐντυπα ἀναγράφουσι:

1) Τὴν ὀνομασίαν τοῦ λίπασματος.

2) Τὴν περικυβήσας αὐτοῦ εἰς φωσφορικὸν ὅξυ (P205).

3) Τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμ-
μων, ὡς καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως δι' ἐκάστην μονάδα ἀδιάλυ-
του εἰς κικρινὸν διάλυμα φωσφορικοῦ ὁξέος (P205), ὡς ὑπελό-
γησε τὸ ἔργαστάσιον εἰς τὰς ἀποθήκας τοῦ διὰ τὸ λίπασμα τε-
λείως συνεσκευασμένον πρὸς μεταφορὰν ἢ ὁ ἐν Ἑλλάδι ἐμπο-
ρικὸς οἶκος εἰς τὸν πρῶτον τόπον τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ λίπασμα-
τος εἰς τὴν Ἑλλάδα. Ἐπίσης καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ
σάκκον τῶν 100 χιλιογράμμων ἐν τῷ τόπῳ πωλήσεως, ἐν τῇ
ὁποίᾳ περιλαμβάνεται ἡ ἀρχικὴ κατὰ τὰ ἄνω τιμὴ, πρὸς τὴν
κατὰ τὰ ἑξῆς μεταφορὰς μέχρι τοῦ τόπου τῆς πωλήσεως. Ἡ
τιμὴ τοῦ ἀδιάλυτου δὲν δύναται νὰ υπερβαίῃ τὸ ἡμισυ τῆς τι-
μῆς τοῦ διαλυτοῦ φωσφορικοῦ ὁξέος.

4) Τὴν προέλευσιν τοῦ (ἐκ ποίας ὕλης παρήχθη, ἐκ ποίας
χώρας καὶ ποίου οἴκου προῆλθε).

5) Τὸν βαθμὸν τῆς λειτουργικότητος τοῦ.

Προετὶ τὸ δελτίον δέον νὰ περιλαμβάνῃ σημειώσιν, ἐπὶ
τὸ λίπασμα τοῦτο παρέχει λιπαντικὰ ὡσελεύς κικρία εἰς
ἑξῆς ἑξάρ. ἀφ' ὧν, εἰς ὕδα ἰδίως λιβάδια, εἰς ἔργα καὶ ἢ
πρωγὰ εἰς ἀδελφὸν ἑξάρ. ὡς καὶ διὰ τὸν ἐμπλουτισμὸν τῆς
κοπρίας εἰς φωσφορικὸν ὅξυ ἐπὶ τοῦ κομποροῦ τῶν ὠρεῶν
(κοπρονέων). Ἐπίσης δὲ ἐπὶ τὴν ἑξῆς ἐκαστοῦ χιλιογράμμου ἀδι-
αλυτοῦ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ἀνωτέρα τῆς τοῦ ἡμισυ τοῦ δια-
λυτοῦ ὁξέος.

Ἄρθρον 9.

Τὸ ἀπὸ 1 Φεβρουαρίου 1921 Ἡμέτερον διάταγμα ἀπερὶ συμ-
πληρώσεως τοῦ Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915 περὶ
ἐμπορίας χημικῶν λιπασμάτων, καταργεῖται.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεται
τὴν δημοσιεῖσιν καὶ ἐκτελεῖν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Περὶ τῇ 22 Αὐγούστου 1921.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργός

Κ. Τερτίπης